



La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

1987



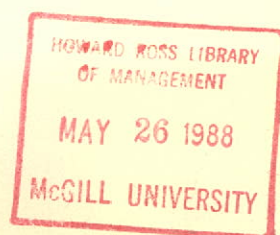
Desjardins



« Il faut que le régime nouveau plonge ses racines dans les énergies créatrices et organisatrices du peuple lui-même... »

Alphonse Desjardins 1910

.....



4	Rapport du président
12	Rapport des activités administratives
20	Rapport des vérificateurs
24	Bilan
26	Notes complémentaires aux états financiers
35	Les membres de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, les institutions et les corporations rattachées à la Confédération et les organismes internationaux dont elle est membre
36	Le conseil d'administration
38	Les commissions
39	La direction générale et les cadres supérieurs
40	Bilan social
48	Revue des activités financières des caisses, des fédérations et de La Caisse centrale Desjardins du Québec

**CINQUANTE-SIXIÈME
RAPPORT ANNUEL DE LA
CONFÉDÉRATION DES
CAISSES POPULAIRES ET
D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU
QUÉBEC**

**Pour l'exercice clos
le trente et un décembre
mil neuf cent quatre-vingt-sept**

Siège social: 100, avenue des Commandeurs
Lévis (Québec) G6V 7N5

Les efforts fournis par l'ensemble des composantes du Mouvement Desjardins, au cours de 1987, révèlent des résultats dont nous pouvons tous être fiers. L'année financière qui se termine le 31 décembre 1987 constitue, pour ceux et celles qui ont participé à ces succès, une source de satisfaction légitime.

UNE ANNÉE DE FORTE CROISSANCE ÉCONOMIQUE

En 1987, le Canada aura connu la plus forte expansion économique des principaux pays industrialisés. Ainsi, pour l'ensemble de l'année, le taux de croissance du produit intérieur brut (P.I.B.) s'est situé aux alentours de 4 % en regard de 3,3 % en 1986.

Cette performance, il faut s'en réjouir, a été accompagnée d'une baisse appréciable du taux moyen de chômage, qui est passé de 9,6 % en 1986 à 8,9 % en 1987, tandis que le taux d'inflation demeurait sous contrôle à 4,4 %.

Au Québec, contrairement au ralentissement prévu en début d'année, l'activité économique a rebondi de façon notable au cours de 1987, progressant de plus de 5 % sur la base du produit intérieur brut réel (P.I.B.). Cette performance, la deuxième meilleure depuis la récession de 1981-1982, surpasse celle de l'économie canadienne, et ce pour une troisième année consécutive.

Parmi les principales sources de cette expansion, mentionnons la vigueur des investissements résidentiels, les dépenses de consommation et les investissements des entreprises.

De ces bons résultats, soulignons plus particulièrement la création de près de 100 000 emplois et le nombre record de plus de 74 000 nouveaux logements mis en chantier. Le chômage a régressé, bien sûr, mais pas autant que nous l'aurions souhaité en raison de la forte augmentation des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Néanmoins, le taux moyen de chômage, qui était de 11,0 % en 1986, a chuté à 10,3 % en 1987.

UNE AUTRE BONNE PERFORMANCE POUR DESJARDINS

À l'image de la performance économique du Québec, le Mouvement Desjardins a connu en 1987 une autre étape marquée de renouveau, de dynamisme et de réussite. Tous ceux et celles qui ont participé à ces activités peuvent être fiers de ces succès.

Ainsi, l'actif total consolidé des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins du Québec s'élevait à 29,6 milliards de dollars à la fin de 1987, en hausse de 15,3 % ou de 3,9 milliards par rapport à l'année précédente. En regard des données disponibles concernant l'ensemble des institutions de dépôts au Canada, on peut certes qualifier ces résultats d'excellents.

En plus, si l'on ajoute au bilan du réseau des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale les données des autres institutions et corporations Desjardins, l'actif total consolidé du Mouvement Desjardins s'élevait à 33,8 milliards de dollars à la fin de 1987, soit 15,2 % de plus qu'au 31 décembre 1986.

LES PRÊTS

À nouveau en 1987, le bilan des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins a été caractérisé par une vigoureuse progression du volume de prêts qui totalisait 25,0 milliards de dollars à la fin de l'année. Le taux de croissance des prêts s'est accéléré, passant de 16,7 % en 1986 à 20,5 % en 1987.

Chacune des deux grandes catégories de prêts qui figurent au bilan ont affiché une vive progression, mais c'est surtout la croissance rapide des prêts hypothécaires qui a le plus contribué à l'accélération du rythme de progression du portefeuille de prêts. En effet, le taux de croissance des prêts hypothécaires est passé de 13,8 % en 1986 à 19,2 % en 1987.

Cette progression rapide des prêts hypothécaires est attribuable principalement à la grande fébrilité qui s'est manifestée dans le secteur résidentiel, notamment le nombre record de mises en chantier signalé plus haut. Les caisses Desjardins, il faut s'en féliciter, ont donc réaffirmé leur leadership comme premier prêteur au Québec dans le domaine du crédit hypothécaire à l'habitation.

Par ailleurs, les prêts personnels et commerciaux ont conservé, pour une cinquième année d'affilée un taux de croissance de 20 % ou plus, soit 22,1 % en 1987. Ces prêts se chiffraient à 11,2 milliards de dollars à la fin de 1987. Dans cette catégorie de prêts, ce sont les prêts commerciaux et industriels qui ont présenté la plus forte croissance, soit plus de 30 %. Ces résultats reflètent non seulement la vigueur de l'économie, notamment des investissements, mais également l'engagement soutenu de Desjardins, à tous les niveaux, dans le domaine du marché du crédit commercial et industriel au Québec.

L'ÉPARGNE

La pression exercée sur le réseau pour la vigueur de la demande de crédit aura sans doute stimulé la collecte de dépôts; celle-ci fut excellente en 1987. En effet, la somme cumulée des dépôts confiés aux caisses, aux fédérations et à la Caisse centrale s'est accrue de près de 16 %, soit d'un montant impressionnant de 3,7 milliards de dollars.

Le réseau a dû faire preuve de dynamisme et de persuasion pour obtenir ces résultats compte tenu de l'effervescence de la consommation et d'une nouvelle baisse du taux d'épargne au Québec.

Une telle croissance des dépôts n'a pu être réalisée que par l'apport de toutes les catégories de déposants, y compris des particuliers. Il importe de souligner, toutefois, la contribution exceptionnelle des personnes morales, notamment des entreprises. En effet, si on se limite seulement aux caisses Desjardins, on observe que les entreprises et les corps publics ont contribué à 25 % des 3,7 milliards d'augmentation des dépôts, soit un montant de près de 800 millions de dollars. Ces chiffres ne font que traduire les succès obtenus par les caisses Desjardins auprès des milieux d'affaires.

D'ailleurs, cet apport d'épargne en provenance des entreprises a soutenu la croissance des dépôts d'épargne avec opérations des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale qui ont augmenté de 10,0 % en 1987. Mais la tendance des années passées s'est poursuivie alors que l'épargne à terme est demeurée le principal véhicule d'approvisionnement de fonds.

En effet, les dépôts à terme qui se sont accrus de 24,4 %, ont contribué à eux seuls à 91,8 % de l'augmentation totale des dépôts. Ainsi, la proportion de cette catégorie de dépôts a de nouveau grimpé pour atteindre 63,5 % de l'ensemble des dépôts à la fin de décembre, en hausse de 4,5 %.

Globalement, si la rentrée des dépôts dans les caisses a été considérable au cours de l'année, elle n'a pas réussi à satisfaire seule l'ensemble des demandes de crédit. L'un des indices de ce phénomène est le bond de 61 % des emprunts qui figure au passif des caisses. Pour répondre aux besoins de crédit de leurs membres, les caisses ont recouru aux sources supplémentaires de fonds mises à leur disposition par les autres composantes du réseau. Conformément à sa mission, la Caisse centrale Desjardins a joué un rôle prépondérant comme organisme d'approvisionnement de fonds au service des caisses en 1987.

LA CAPITALISATION

Déterminés à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés ces dernières années, nous avons poursuivi nos efforts en 1987 pour augmenter le niveau de capitalisation du réseau des caisses.

Les réserves générales, principales sources de croissance de la capitalisation, des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale ont atteint 996 millions de dollars, en hausse de 145 millions ou de 17,0 % par rapport à l'année précédente. Elles représentent ainsi 3,4 % de l'actif total cumulé en regard de 3,3 % l'an passé.

Par ailleurs, l'ensemble des autres éléments composant la capitalisation en vertu de la loi actuelle, soit le capital social et les trop-perçus avant répartition, ont évolué beaucoup plus lentement, progressant au taux de 0,2 %. Aussi, la valeur relative de la capitalisation globale du réseau des Caisses a diminué légèrement, passant de 5,3 % à 5,0 % de l'actif total cumulé au 31 décembre 1987.

Toutefois, il est prévisible que de nouveaux instruments de capitalisation seront définis dans la nouvelle loi et qu'ils sauront mieux répondre aux exigences d'une capitalisation accrue dans un contexte de croissance rapide.

LE RÉSULTAT DES ACTIVITÉS

Le regard porté sur les principaux postes du bilan nous a révélé pour 1987 des succès remarquables. Les résultats d'opérations qui se dégagent de ces activités sont tout autant satisfaisants et démontrent bien qu'en plus d'avoir effectué beaucoup d'affaires nous avons effectué de bonnes affaires.

LA RENTABILITÉ

Le total des revenus d'intérêt des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins s'est élevé à 2,735 millions de dollars, soit une hausse de 9,4 % comparativement à 5,7 % en 1986.

Cette amélioration est d'autant plus significative qu'elle s'inscrit en dépit d'une légère baisse du niveau moyen des taux d'intérêt en 1987, baisse qui tend généralement à réduire ces revenus. Du côté des dépenses d'intérêt, elles ont augmenté de 7,5 % par rapport à 7,9 % en 1986. Leur taux de progression s'est avéré moins rapide que celui des revenus d'intérêt. En fait, notre épargne réagit plus vite à une baisse des taux d'intérêt. L'écart entre ces revenus et dépenses d'intérêt s'est donc établi à 1,091 millions de dollars, soit 121,0 millions ou 12,5 % de plus que l'an passé.

La diminution des mauvaises créances est un autre point fort des résultats. Depuis quelques années déjà, elles évoluent à la baisse et, encore en 1987, elles se sont résorbées de 3,0 %, affichant un ratio de 0,09 \$ par 100 \$ d'actif moyen contre 0,11 \$ en 1986. Le maintien des frais et pertes sur prêts à un tel niveau constitue une performance digne de mention qui traduit bien les nombreux efforts consacrés à l'élaboration de politiques de crédit et de suivi des prêts.

Les revenus autres que d'intérêt ont atteint 143 millions de dollars en hausse de 16,5 % par rapport à l'an passé. À cet effet, l'augmentation des comptes d'affaires et le développement continu des services offerts par le réseau des Caisses s'avèrent les principaux facteurs qui ont contribué à la majoration de ces revenus.

Quant aux frais d'opérations, ils se sont élevés de 13,1 %, affichant ainsi un taux de progression inférieur à celui de la croissance d'actif. Des sommes importantes consacrées à la formation des employés, aux développements technologiques et à l'amélioration des locaux expliquent majoritairement l'augmentation de ces frais.

Finalement, les trop-perçus d'opérations avant impôts et postes extraordinaires ont atteint 257 millions de dollars, soit 31,8 millions ou 14,1 % de plus que l'an passé. Ils confirment ainsi les nombreuses performances réalisées au cours de l'année et se situent à l'intérieur des objectifs d'une saine rentabilité visée par l'ensemble du réseau des caisses.

LA CORPORATION DE FONDS DE SÉCURITÉ DE LA CONFÉDÉRATION DESJARDINS

Les résultats de la Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins sont excellents puisqu'au terme de l'année financière 1987 l'actif de cette corporation s'élevait à 123,5 millions de dollars alors que sa réserve générale atteignait 113,3 millions. L'objectif de 1/2 de 1 % de l'actif des caisses que s'était fixé la corporation quant à sa réserve générale était atteint à 80 % au terme de l'année financière 1987, soit le même niveau que l'année précédente.

LES SERVICES

Soucieux de répondre aux besoins de ses membres, le Mouvement Desjardins a poursuivi ses efforts pour améliorer les services déjà offerts et pour en lancer de nouveaux.

En 1987, dans le contexte du décloisonnement de l'offre de services financiers, un effort particulier a été fourni pour obtenir une meilleure concertation dans la mise en marché des produits et services offerts par les caisses.

Une table de coordination, où ont été associés des représentants de caisses, de fédérations et d'institutions, a établi une liste exhaustive de tous les produits offerts à nos membres; ce groupe identifie actuellement les moyens appropriés pour que l'introduction de nouveaux produits dans les caisses se fasse de façon souple et adaptée aux réalités quotidiennes des caisses.

De nombreux produits ont été améliorés et de nouveaux sont offerts en 1988 pour répondre aux besoins de plus en plus complexes de nos membres individuels ou corporatifs. Mentionnons, à titre d'exemple, l'assurance dommages, le Fonds Desjardins équilibré, l'assurance-vie épargne, le compte pré-arrangement funéraire, l'assurance-vie Desjardins du monde agricole, le paiement direct Desjardins. Parmi les services mis en opération, plusieurs caisses se sont prévaluées de l'imprimante libre-service, du Réseau Plus, de la collection de vidéo-cassettes des finances Desjardins et, bientôt, un programme de formation à la retraite sera accessible aux membres.

LES RELATIONS AVEC LA COLLECTIVITÉ

Notre Mouvement nous étonne sans cesse par sa vitalité, sa capacité d'adaptation et par la grande créativité dont il fait preuve dans maintes circonstances. Ce sont sans doute des effets de sa décentralisation et de la responsabilité fondamentale que conserve chacune de ses composantes. Mais, s'il est un domaine où cette originalité et cette souplesse s'expriment avec vigueur, c'est bien celui de ses relations avec la collectivité.

Vous le constaterez une fois encore, dans la seconde partie de ce rapport annuel, où l'on fait la revue des activités sociales, l'engagement des caisses dans leur communauté prend des formes extrêmement variées. Aucune compilation ne peut rendre compte entièrement du foisonnement extraordinaire des activités, des initiatives et des gestes de collaboration qui traduisent chaque année le profond enracinement des caisses dans leur environnement humain.

Le « bilan social » du Mouvement Desjardins met en lumière, malgré ses inévitables lacunes, une extraordinaire vigueur des concertations insoupçonnées et une richesse collective qui nous font honneur.

Deux faits particuliers méritent une mention spéciale. Durant cette Année internationale des sans-abri, un soutien attentif a été apporté aux centres communautaires, aux personnes âgées, aux jeunes sans abri et aux femmes victimes de violence. De plus, 1800 nouveaux administrateurs ont joint les rangs du Mouvement au cours de 1987; parmi ceux-ci, une majorité, soit 52 %, sont des femmes et, sur ces 1800 administrateurs, 407 ont moins de 30 ans. Voilà une nouvelle qui suscite de l'optimisme pour l'avenir.

LES RELATIONS AVEC NOS PARTENAIRES

L'année 1987 a été une année de relations fructueuses avec nos partenaires canadiens et internationaux. Les relations avec nos collègues des fédérations de caisses d'épargne et de crédit hors Québec, tant francophones qu'anglophones, auront été animées d'un esprit d'échange et de collaboration.

Sur le plan international, le Mouvement a continué de développer ses liens naturels avec le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit, avec l'Union internationale Raiffeisen et avec la Confédération internationale du crédit populaire. Dans chacun de ces cas, les liens ont été resserrés pour le plus grand bénéfice de l'une ou l'autre des parties.

Quant à nos relations avec le gouvernement du Québec, elles ont été nombreuses sur divers plans. De nouveau, le projet de révision de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit aura été au centre de nos échanges et ce dossier devrait connaître son échéance en 1988.

Au niveau du gouvernement canadien, nous avons fait connaître notre opinion soit lors de rencontres avec les autorités politiques, soit par la présentation de mémoires sur divers sujets d'intérêt reliés aux préoccupations de nos membres.

CONCLUSION

En terminant, je désire exprimer ma plus profonde gratitude à tous les administrateurs de la Confédération. Au terme d'une première année de mandat, je les remercie de leur contribution patiente et avisée. Au nom de tous, j'adresse aussi des remerciements spéciaux à MM. J.-Roland Bellemare, Claude Harrison, Hervé Hébert, Gilles Lemelin et Armand Piette qui ont quitté le conseil d'administration au cours de l'année et je souhaite la cordiale bienvenue aux administrateurs qui les ont remplacés : MM. Charles Gosse-
lin, Robert O'Farrell, Raymond Reid, Yvon Roberge et Michel Roy.

Il m'est agréable, également, de souligner le travail compétent, consciencieux et dévoué des membres du comité de direction de la Confédération, des cadres et du personnel qui assument des responsabilités de plus en plus conséquentes pour le Mouvement. Les responsabilités en matière de planification, de communications, de mise en marché de produits décloisonnés, celles qui concernent le développement et la gestion des systèmes et des réseaux de distribution, et celles qui relèvent de l'inspection, de la vérification des caisses et de la coordination des différentes activités des caisses imposent des exigences nouvelles à notre personnel. Je les remercie de relever ces défis avec autant de dynamisme et de succès.

Enfin, je rends hommage à tous les dirigeants et dirigeantes des caisses, des fédérations, des institutions et des corporations de même qu'au personnel de toutes ces unités si importantes dans la vie du Mouvement. Si notre travail ou nos responsabilités nous mettent souvent en face de problèmes ou de questions très opérationnels, chacun de nous doit aussi prendre conscience de l'envergure de plus en plus imposante de notre action collective et du poids d'influence qu'elle a déjà et qu'elle peut continuer d'avoir sur l'évolution des conditions économiques et sociales de notre collectivité. Jamais la contribution de notre Mouvement à ce progrès d'ensemble ne pourra faire l'objet d'un bilan précis et complet comme l'est un rapport financier annuel ; cela n'en réduit pourtant ni la nécessité, ni la grandeur, ni le mérite.

Vous comprendrez que je ne peux mettre un terme à ce message sans rappeler avec émotion le souvenir de Raymond Blais. L'an dernier, à la même époque, le message du Président du conseil d'administration annonçait, pour raisons de santé, la démission de M. Blais. Nous espérions tous à ce moment qu'il pourrait récupérer et reprendre une vie active. La Providence en a décidé autrement et il décédait le 3 mai 1987.

L'histoire de notre Mouvement le reconnaîtra sûrement comme un président qui avait de profondes convictions et qui les a affirmées maintes fois :

- conviction pour les caisses et le Mouvement de resserrer leur solidarité avec la grande collectivité québécoise et avec chacune des collectivités locales et régionales qui la constituent ;
- conviction de ne jamais dissocier les réalités économiques et sociales dans une approche de développement ;
- conviction de sauvegarder les valeurs fondamentales de la coopération et d'y référer dans l'établissement des objectifs de développement des caisses et du Mouvement.

Je formule le vœu qu'à sa suite nous ayons l'énergie, l'audace et la vigueur d'envisager les initiatives les plus généreuses pour le bien de nos membres et de notre communauté.



Claude Béland

Claude Béland
président de la Confédération

En 1987, la Confédération a voulu concrétiser davantage la mission du Mouvement. Cette mission, rappelons-le, est de contribuer au mieux-être économique et social des personnes à travers un réseau coopératif intégré de services financiers sûrs et rentables, tout en faisant l'éducation à la démocratie, à l'économie, à la solidarité et à la responsabilité.

Un des objectifs de Desjardins, dans le cadre de cette mission, est d'être reconnu comme le meilleur fournisseur de l'ensemble des services financiers, capable d'offrir une gamme des plus complètes dans ce domaine et d'être présent sur tous les marchés financiers importants. Pour atteindre cet objectif, on a identifié des priorités qui sont, en fait, des guides proposés aux composantes du Mouvement.

Afin que ses propres activités soient au diapason de celles des caisses, des fédérations, des institutions et des corporations, la Confédération a planifié le travail de l'année 1987 en fonction de ces guides. Ainsi, les réalisations de la Confédération peuvent être regroupées selon chacune des priorités qui les a inspirées. Ce sont la synergie des composantes, la structure financière, les ressources humaines, les développements technologiques, la législation et l'authenticité coopérative.

La poursuite des objectifs institutionnels en fonction de ces priorités, le type d'activité dans lequel est engagé le Mouvement et la nature coopérative de l'organisation nécessitent de la part de ses ressources humaines une compétence supérieure et une motivation hors du commun. L'excellence des résultats auxquels parvient la Confédération est fortement tributaire, d'une part, de cette dimension, et ne saurait être analysée sans prendre cette variable en considération.

D'autre part, il est impensable de traduire en priorités les activités d'un organisme comme la Confédération sans tenir compte du premier rôle qui, historiquement, lui a été dévolu : celui d'effectuer l'inspection et la vérification des caisses et des fédérations. La Confédération a, de plus, assuré les relations nécessaires avec l'Inspecteur général des institutions financières et soutenu les caisses et les autres composantes du Mouvement en matière de fiscalité.

Il importe aussi de ne pas passer sous silence l'appui constant de l'ensemble des services internes ; leur contribution, si elle est indirecte, n'en est pas moins vitale dans les domaines de la comptabilité, de l'informatique, des ressources humaines et de l'administration. La complexité et la multiplicité des opérations de la Confédération reposent aussi sur la bonne marche d'une série d'autres tâches courantes : la gestion des ressources matérielles, l'entretien, le maintien de la sécurité, la messagerie. Il convient également de mentionner le rôle de

l'Institut Coopératif Desjardins, qui fournit au Mouvement un lieu et des services qui favorisent les rencontres de discussion et de formation.

LA SYNERGIE DES COMPOSANTES

Il revient à la Confédération d'assurer l'unité de pensée et d'action au sein du Mouvement afin que chacune de ses composantes joue pleinement son rôle auprès des caisses. En conséquence, elle doit à la fois assumer le leadership que suppose sa mission et favoriser la concertation.

Ainsi, au cours de l'année qui vient de s'écouler, des modifications ont été apportées à la macrostructure de la Confédération, et les changements effectués ont pour effet de mieux refléter ces responsabilités. Les raisons d'être des différents secteurs ont également été précisées. Parmi les changements notables qui sont survenus, signalons le rapatriement, à la Confédération, des opérations de la Corporation Desjardins de traitement informatique et de certains dossiers autrefois confiés à des corporations, soit le dossier habitation, le Concours international des jeunes et le Prix annuel Desjardins.

Le rôle des commissions du conseil d'administration de même que celui des comités consultatifs et des comités de coordination a été révisé. On a précisé les rôles des conseils d'administration des institutions et des corporations, et une table des directeurs généraux des institutions et des corporations a été créée; de plus, le dossier du partage des responsabilités au sein du Mouvement a été réactivé.



Le Comité de direction

De gauche à droite: M. Claude Faucher, premier vice-président Vérificateur général; M. Alban D'Amours, premier vice-président Planification, Communications, Marketing; M. Claude Béland, président; M. Georges Lafond, président et chef des opérations de la Caisse centrale Desjardins du Québec; M. Yvon Daneau, premier vice-président conseil délégué à la Présidence; M. Serge Limoges, premier vice-président Gestion de l'Information et Réseaux, et M. Denis Frenière, premier vice-président Ressources humaines et financières.

Dans le but de matérialiser la concertation, le comité de direction travaille sur une base régulière et fréquente, des comités de gestion se réunissent dans chacun des secteurs et la gestion de dossiers d'entreprise entraîne la formation de comités ad hoc. On a également pris des mesures afin d'améliorer le dialogue et la concertation entre les caisses populaires et les caisses d'économie.

La planification stratégique triennale (1987-1990) du Mouvement, source d'inspiration pour les planifications respectives des diverses composantes, a été mise à jour; dans le même ordre d'idées, le plan marketing qui en découle a été actualisé et on a développé un plan de communications institutionnelles pour l'ensemble du Mouvement. Le système d'information écrite de la Confédération a été révisé et réorganisé. De plus, le conseil d'administration a donné le feu vert à un nouveau programme de communications qui vise à soutenir la production d'émissions à caractère éducatif dans le domaine de l'économie et de la finance, destinées aux gens d'affaires, aux jeunes et aux femmes.

Concrètement, on a travaillé l'infrastructure informatique pour soutenir les opérations de comptabilité et de compensation, de même que les interrelations entre les différents systèmes dans le Mouvement. Soulignons, en ce qui a trait à la compensation, que le règlement financier au jour zéro exigé par la Banque du Canada est effectué depuis mars 1987 par les fédérations.



Mme Ghislaine Fréchette, sténo-dactylo, M. Réjean De Roy, conseiller en communications et Mme Marie Couture, analyste-conseil en recherche marketing, qui ont travaillé à la réalisation de la campagne de publicité institutionnelle 87-88, visionnent le message télévisé produit dans le cadre de ce dossier.

Pour le décloisonnement, plusieurs activités de concertation sont en voie d'être réalisées ou le sont déjà: l'assurance-vie épargne, en collaboration avec l'Assurance-vie Desjardins; l'offre, dans les caisses, d'assurance générale en direct par une nouvelle compagnie d'assurance générale, l'Assurance générale des caisses Desjardins; la carte de paiement, avec le Centre Desjardins de traitement de cartes; le lancement du REER fonds de placement, avec Fiducie du Québec et enfin, la formation d'un groupe de travail dont le but est de préciser de quelle façon le décloisonnement sera concrétisé par le Mouvement, et dont font partie des représentant(e)s des caisses et des fédérations.

LA STRUCTURE FINANCIÈRE

La Confédération a accordé une importance particulière à l'amélioration de la capitalisation des caisses et des institutions et des moyens d'action précis ont été identifiés pour atteindre cet objectif.

Des décisions ont été prises en vue de favoriser l'équité et d'augmenter l'efficacité des modes de financement de la Confédération, et également pour mettre en place un nouveau système comptable au bénéfice des caisses.

Des travaux ont été réalisés en rapport avec la liquidité, le portefeuille de placements et de prêts ainsi que l'approvisionnement de fonds; un nouveau concept de marge bénéficiaire a été développé et accepté. La réforme sur la fiscalité a été suivie avec attention.



L'équipe des fiscalistes a analysé les conséquences de la réforme fiscale pour le Mouvement Desjardins. De gauche à droite: M. Daniel Villeneuve, analyste-conseil; Mme Sylviane Chabot, secrétaire de direction; M. Raynald Corriveau, directeur de la Fiscalité; Mme Michèle Lavoie, analyste-conseil; MM. Roger Champagne et Gaston Boyer, conseillers, et Mme Francine Soucy, commis spécialisée.

La Confédération s'est engagée à ne produire qu'un seul budget devant le conseil d'administration; tous les budgets sont maintenant acceptés à la même table et selon les mêmes règles. On s'est également employé à rendre plus adéquate l'opération de vérification interne à la Confédération.

LES RESSOURCES HUMAINES

Cette priorité a donné lieu à de nombreux travaux pour évaluer l'impact des changements technologiques sur la gestion des ressources humaines, pour accompagner l'implantation des changements dans les caisses et pour adapter les conditions de travail et les pratiques de gestion. Elle a, de plus, suscité d'importantes recherches autour des nouvelles technologies éducatives.

À la Confédération, une enquête a été faite sur le degré de satisfaction des employé(e)s; un plan d'action a été arrêté et on tente actuellement d'apporter certains correctifs aux lacunes identifiées. Les résultats de ce sondage ont alimenté des réflexions portant sur une nouvelle philosophie de gestion, et on recherche des formes plus globales de motivation. Les nouveaux membres du personnel, qu'ils soient employé(e)s ou gestionnaires, participent tous à un programme d'intégration à l'entreprise adapté à leur niveau de responsabilité.

Tous les postes cadres de la Confédération ont été réévalués selon un nouveau système d'évaluation.



Mmes Rachel Chouinard, Nicole Genest et M. Jean Hamel, conseillères et conseiller en formation, et Mme Lucie Couture, sténo-secrétaire, dont les préoccupations portent sur la préparation des employé(e)s appelé(e)s à vivre des changements technologiques.

LES DÉVELOPPEMENTS TECHNOLOGIQUES

Compte tenu des développements prévus pour 1988 dans des dossiers majeurs, nous avons dû être actifs sur plusieurs fronts en ce qui regarde les développements technologiques. Ainsi, nous avons fait des recherches sur l'évolution des systèmes de paiement et nous avons réactualisé le plan de développement des systèmes. En même temps, les secteurs ont procédé à une révision de divers dossiers concernant le financement des activités, les investissements dans les systèmes et les modalités de développement informatique. Les opérations et les procédés des caisses ont dû être adaptés.

Afin de maintenir notre excellente position concurrentielle sur le marché, le réseau de guichets automatiques a été étendu; nous avons offert de nouveaux services de même que l'imprimante libre-service, adhéré au réseau «PLUS» et au réseau ACDS (VISA) et développé le système intégré de micro-informatique des caisses (SIMIC).

Plusieurs nouvelles «applications» du système informatisé des caisses (SIC) ont été mises en place; le haut niveau de performance de ce système ouvre à Desjardins la voie à l'opération en direct, 24 heures sur 24. Dans le but d'assurer la relève de SIC et de soutenir la croissance des divers systèmes, une nouvelle centrale informatique sera ouverte dès l'automne 1988.

Parallèlement, la Confédération bénéficiera d'un nouveau plan de bureautique et d'informatique, et le système informatique



Une réunion du comité de gestion du projet carte de débit (service Paiement-direct Desjardins). *Assis*: MM. Paul Bérard, René Boisvert, responsable du projet, et Jacques Duchesne, de la première vice-présidence Gestion de l'information et Réseaux. *Debout*: M. Claude Rancourt, de la première vice-présidence Ressources humaines et financières; Mme Jocelyne Blais, secrétaire du comité; M. André Campeau, de la première vice-présidence Planification, Communications, Marketing, en remplacement de M. Réginald Samson, et M. Philippe Duby, de la première vice-présidence Gestion de l'information et Réseaux.

qui soutient les opérations de vérification et d'inspection a fait l'objet d'une refonte complète.

LA LÉGISLATION

Se faisant le porte-parole du Mouvement auprès des gouvernements, la Confédération a proposé au législateur d'importantes modifications à la Loi des caisses d'épargne et de crédit; elle a agi comme négociateur auprès des autorités gouvernementales sur plusieurs dossiers et effectué des représentations diverses, notamment au sujet de lois provinciales et fédérales.

L'AUTHENTICITÉ COOPÉRATIVE

La préoccupation d'authenticité coopérative de la Confédération s'est traduite par la préparation d'une synthèse des travaux du Congrès; à chaque palier, les responsabilités ont été attribuées pour en assurer le suivi. En réponse à la volonté exprimée au Congrès, on a préparé et tenu le colloque des administrateurs à Carleton et celui des dirigeants de la Confédération, en novembre dernier. Les sessions sur la coopération et la culture organisationnelle ont été poursuivies à l'Institut coopératif Desjardins.

Il faut ajouter que la Confédération a assumé la représentation du Mouvement auprès de divers organismes coopératifs nationaux et internationaux.

Des réflexions ont été entamées au sujet des fusions de caisses et des concours promotionnels, ce qui a donné lieu à des énoncés de politiques. On a formé un groupe de travail sur les assemblées générales des caisses afin de permettre à



Mme Pauline D'Amboise, technicienne juridique, M. Daniel Dionne, conseiller juridique, Mmes Francine Labrecque, sténosecrétaire, et Lise Nadeau, conseillère juridique, ont travaillé sur le dossier du projet de loi intitulé «Loi portant sur la réforme du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits».

la caisse d'aller chercher dans cet événement plus d'éléments d'orientation par rapport à ses services aux membres et aux engagements socio-économiques qu'elle prend dans son milieu.

De plus, on a introduit dans la proposition d'une nouvelle législation des dispositions particulières qui tiennent compte du caractère coopératif de Desjardins.

CONCLUSION

C'est un travail considérable que celui qui a été accompli par la Confédération au cours de cet exercice. Le décroïsonnement, l'évolution technologique et la vigueur de la concurrence nous posent des défis à la fois redoutables et stimulants; il nous faut, chaque jour, viser une performance qui consolide cette position privilégiée que nous occupons face à nos compétiteurs. En même temps, nous devons nous rappeler que par rapport à la mission sociale du Mouvement, la Confédération joue un rôle de phare.

Cet équilibre, parfois difficile à atteindre, n'est possible que grâce à la responsabilité et à la compétence des employé(e)s de la Confédération, à leur loyauté et à leur générosité. À tous les niveaux, la qualité de leur contribution nous permet de soutenir nos engagements face aux composantes du Mouvement et, de façon plus immédiate, d'envisager 1988 avec confiance.

Le Comité de direction



Mme Marjolaine Bilodeau, responsable des activités de promotion et d'animation, M. Yvon Duval, chef de la section cuisine, M. Robert Tremblay, directeur administratif et Mme Lucette Turmel, secrétaire, se préparent à recevoir un groupe de résident(e)s à l'Institut coopératif Desjardins.

Aux membres de

La Confédération des caisses populaires
et d'économie Desjardins du Québec

Nous avons vérifié le bilan de LA CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU QUÉBEC au 31 décembre 1987 ainsi que les états des résultats, de la réserve générale, du trop-perçu non distribué et celui de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Confédération au 31 décembre 1987 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les pratiques comptables particulières prescrites par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



**Mallette, Benoît, Boulanger, Rondeau
et Associés**
Comptables agréés

Québec,
le 29 janvier 1988

RÉSULTATS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

	1987	1986
REVENUS		
Cotisations	33 888 \$	30 449 \$
Revenus d'exploitation		
Opération Visa (Desjardins)	56 023	49 606
Autres	99 902	86 197
Revenus d'appoint	15 578	14 784
Revenus de placements	2 147	1 511
Autres revenus	3 916	589
	211 454	183 136
DÉPENSES		
Coût des marchandises vendues	7 733	6 848
Salaires et avantages sociaux	46 986	40 271
Contrat de service	85 087	76 013
Frais de déplacements	2 267	2 192
Frais de représentation, de repas et de séjour	2 574	2 524
Fournitures de bureau	514	471
Fournitures spécifiques	1 571	1 830
Location et achat de logiciels	333	104
Frais de communications	931	1 204
Commissions	1 693	1 146
Traitement des données	5 225	4 622
Location d'équipement	636	509
Loyers spécifiques	2 331	1 757
Chauffage et électricité	408	382
Taxes	640	217
Entretien et réparations	717	628
Services techniques et professionnels	10 608	14 991
Assurances générales	304	299
Frais d'expédition	433	496
Publicité et promotion	1 237	1 453
Associations et contributions	444	587
Créances douteuses et irrécouvrables	2 567	3 715
Souscriptions et subventions	1 296	1 119
Autres dépenses	1 573	672
Frais financiers	24 874	18 290
Amortissement des immobilisations	2 428	1 655
Amortissement des frais reportés	5 682	4 239
Amortissement de l'achalandage	287	287
	211 379	188 521
Récupération de coûts provenant de frais reportés	956	5 613
	210 423	182 908
Excédent avant ristournes et intérêts sur le capital social (notes 2-f et 10)	1 031 \$	228 \$



RÉSERVE GÉNÉRALE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

	1987	1986
RÉSERVE GÉNÉRALE		
Solde au début	5 477 \$	4 569 \$
Ajouter:		
Virement du solde du trop-perçu non distribué de l'exercice précédent	228	908
Solde à la fin	5 705 \$	5 477 \$

TROP-PERÇU NON DISTRIBUÉ

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
TROP-PERÇU NON DISTRIBUÉ		
Solde au début	228 \$	908 \$
Déduire:		
Virement à la réserve générale	228	908
	—	—
Ajouter:		
Excédent avant ristournes et intérêts sur le capital social	1 031	228
Solde à la fin	1 031 \$	228 \$

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

	1987	1986
Activités d'exploitation		
Excédent avant ristournes et intérêts sur le capital social	1 031 \$	228 \$
Éléments d'exploitation n'impliquant aucun mouvement de liquidités:		
Amortissement des immobilisations	2 428	1 655
Amortissement des frais reportés	5 682	4 239
Amortissement de l'achalandage	287	287
Perte (profit) sur l'aliénation d'immobilisations	123	(1)
	9 551	6 408
Variation nette des autres postes (note 13)	(37 346)	(33 773)
	(27 795)	(27 365)
Activités de financement		
Émission de capital social	5 001	—
Dépôts de Fédérations	80 000	8 500
Remboursement de la dette à long terme	(109)	(7 597)
	84 892	903
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(4 864)	(3 436)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	25	14
Acquisition de placements	(7)	(8 598)
Encaissement de placements	350	6 717
Augmentation des frais reportés	(509)	(5 674)
	(5 005)	(10 977)
Augmentation (diminution) des liquidités	52 092	(37 439)
Situation des liquidités au début	(136 462)	(99 023)
Situation des liquidités à la fin	(84 370)\$	(136 462)\$

Les liquidités négatives de la Confédération représentent les dépôts à terme moins les emprunts sur marge de crédit ainsi que les dépôts à terme des membres.



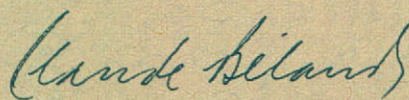
BILAN

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

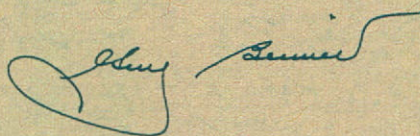
La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

	1987	1986
ACTIF		
Actif à court terme		
Dépôts à terme	9 500 \$	— \$
Débiteurs		
Détenteurs de cartes Visa (Desjardins) — net	289 338	241 629
Réguliers (note 3)	30 046	30 222
Intérêts courus sur placements	72	76
Stocks (note 4)	1 924	1 374
Frais reportés au prochain exercice	343	524
Placements réalisables au cours du prochain exercice (note 5)	8 649	8 500
	339 872	282 325
Placements (note 5)	5 383	5 875
Immobilisations (note 6)	17 238	14 950
Frais reportés (note 7)	7 727	12 900
Achalandage	4 170	4 457
	374 390 \$	320 507 \$

Approuvé par:



Claude Béland
président



Guy Bernier
président du conseil d'administration

	1987	1986
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts sur marge de crédit	950 \$	5 262 \$
Dépôts à terme des membres	92 920	131 200
Créditeurs et frais courus (note 8)	36 318	27 217
Revenus reportés	4 505	3 054
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)	8 622	8 609
	143 315	175 342
Dette à long terme (note 9)	215 854	135 976
Capital social (note 11)	8 485	3 484
Réserve générale	5 705	5 477
Trop-perçu non distribué de l'exercice	1 031	228
	374 390 \$	320 507 \$

Engagements contractuels (note 12)



**1. STATUTS CONSTITUTIFS
ET NATURE DES ACTIVITÉS**

La Confédération est constituée en vertu de la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit.

La Confédération est l'association coopérative responsable de l'orientation, de la planification, de la coordination et du développement au sein du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec. Elle a aussi la responsabilité de l'inspection et de la vérification des caisses de même que celle de la conception et du développement de tous les systèmes réseaux.

2. CONVENTIONS COMPTABLES a) Stocks de marchandises

Les stocks sont évalués au plus bas du prix coûtant (méthode du coût moyen) et de la valeur de réalisation nette.

b) Placements

Les placements sont comptabilisés au coût d'acquisition à l'exception des placements en actions participantes des filiales non consolidées qui sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition, soit la valeur au moment de la modification de la participation de la Confédération.

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties selon les méthodes et taux suivants:

	Méthodes	Taux
Aménagements paysagers	Solde décroissant	4 %
Bâtisse — 100, des Commandeurs	Linéaire	sur 40 ans
Bâtisses — autres	Solde décroissant	5 %
Mobilier et équipement	Solde décroissant	20 %
Améliorations locatives	Linéaire	maximum 10 ans

Aucun amortissement n'est calculé sur les œuvres d'art.

d) Frais reportés

Les frais reportés sont comptabilisés au coût et sont amortis selon les méthodes et taux suivants:

Frais de développement de systèmes	Selon la durée de vie utile — 5 ans maximum
Systèmes téléphoniques	Linéaire — 10 et 14 ans

e) Achalandage

L'achalandage provenant de l'achat des opérations de Visa est évalué au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire au taux de 5 %.

f) Ristournes, intérêts sur le capital social et impôts sur le revenu

Les ristournes, les intérêts sur le capital social et les impôts sur le revenu de la Confédération sont imputés au trop-perçu

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

non distribué de l'exercice précédent avant le virement à la réserve générale. L'utilisation de cette méthode s'explique du fait que les ristournes et les intérêts sur le capital social sont déterminés et votés par les membres à l'assemblée générale tenue après la fin de l'exercice, tel que mentionné dans la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit. D'après cette méthode, la provision pour impôts sur le revenu est fondée sur le revenu imposable plutôt que sur le revenu comptable.

3. DÉBITEURS — RÉGULIERS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Clients	17 491 \$	19 516 \$
Corporation Desjardins de traitement informatique	1 144	1 512
Centre Desjardins de traitement de cartes inc.	4 099	2 501
La Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins	7 312	6 693
	30 046 \$	30 222 \$

4. STOCKS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Marchandises d'approvisionnement	1 092 \$	946 \$
Marchandises — Institut coopératif Desjardins	22	24
Vidéo-cassette	810	404
	1 924 \$	1 374 \$

5. PLACEMENTS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Obligations (valeur au marché: 1987 — 150 000 \$; 1986 — 150 000 \$)	149 \$	149 \$
Actions, parts sociales	2	2
Effets à recevoir	352	399
Billet — Visa International, 11 %	—	302
Billet — Centre Desjardins de traitement de cartes inc., sans intérêts ni modalités de remboursement	3 800	3 800
Billet à demande — Sécur inc., intérêts au taux de base Desjardins	8 500	8 500
Actions et parts sociales détenues dans les organismes du Mouvement Desjardins (valeur selon les états financiers des organismes au 31 décembre 1986: 1 396 729 \$)	1 229	1 223
	14 032	14 375
Portion réalisable au cours du prochain exercice	8 649	8 500
	5 383 \$	5 875 \$

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec peut exercer un contrôle au niveau du vote sur Corporation Desjardins de traitement informatique et Centre Desjardins de traitement de cartes inc. Par contre, la participation de la Confédération aux bénéfices de ces compagnies est nulle en ce qui concerne Corporation Desjardins de



NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

traitement informatique et de 0,25 % dans le cas de Centre Desjardins de traitement de cartes inc.

Même si la Confédération peut exercer un contrôle sur ces compagnies au niveau du vote, les états financiers de ces filiales ne sont pas consolidés avec ceux de la Confédération étant donné la faible participation de cette dernière dans l'accroissement de la valeur de ces compagnies.

L'Institut coopératif Desjardins étant une coopérative regroupant 16 membres, les états financiers de cet organisme ne sont pas consolidés même si le placement de la Confédération représente 99,96 % du capital social émis au 31 décembre 1987, la Confédération ne détenant pas le contrôle effectif et n'ayant aucune participation dans l'accroissement de l'avoir net de l'Institut.

6. IMMOBILISATIONS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987			1986
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	1 595 \$	— \$	1 595 \$	566 \$
Aménagements paysagers	596	188	408	425
Bâtisse - 100, des Commandeurs	8 800	1 865	6 935	7 118
Bâtisses - autres	1 032	545	487	451
Mobilier et équipement	12 227	6 415	5 812	5 416
Oeuvres d'art	96	—	96	81
Améliorations locatives	1 714	687	1 027	893
Centrale de traitement informatique - construction en cours	878	—	878	—
	26 938 \$	9 700 \$	17 238 \$	14 950 \$

7. FRAIS REPORTÉS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Frais de développement du réseau d'autorisation Visa (VCAN)	217 \$	575 \$
Frais de développement des guichets automatiques	6 003	8 369
Autres frais de développement de systèmes	1 057	1 300
Frais de révision du système informatisé de paie	—	2 147
Systèmes téléphoniques	450	509
	7 727 \$	12 900 \$

La réévaluation de la vie utile de certains systèmes développés ainsi que de leur base d'amortissement a amené une dépense d'amortissement supplémentaire de 2 300 000 \$ pour l'exercice 1987.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Réguliers	14 209 \$	8 534 \$
Commissions sur ventes d'obligations d'épargne	1 060	570
Remises gouvernementales à payer pour les clients du système informatisé de paie	6 114	5 591
Vacances courues à payer	2 996	2 464
Dû à la Corporation Desjardins de traitement informatique	5 112	3 937
Dû aux Fédérations des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	6 827	6 121
	36 318 \$	27 217 \$

9. DETTE À LONG TERME

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Emprunt, garanti par une hypothèque de premier rang sur les terrains et les bâtisses 100 et 150, des Com- mandeurs, remboursable par verse- ments mensuels de 63 215 \$, incluant capital et intérêts au taux de 10,25 %, échéant en 2005	6 176 \$	6 285 \$
<i>Dépôts des fédérations:</i>		
Dépôts pour l'acquisition de comptes à recevoir des détenteurs de cartes Visa, sans modalités de rembour- sement, intérêts au taux de 8 % pour 1987	120 000	120 000
Dépôts pour l'acquisition des opéra- tions de Visa, sans intérêts ni modalités de remboursement	9 800	9 800
Dépôts à terme pour le financement des comptes à recevoir des détenteurs de cartes Visa (Desjardins), intérêts aux taux variant de 9,13 % à 10,85 %, échéances variées jusqu'en 1992	80 000	—
Dépôts à demande pour le finance- ment de Sécur inc., intérêts au taux de base Desjardins	8 500	8 500
	224 476	144 585
Portion échéant au cours du prochain exercice	8 622	8 609
	215 854 \$	135 976 \$

Les remboursements en capital de la dette à long terme à
effectuer durant les cinq prochains exercices sont les
suivants:

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

1988 — 8 622 \$	1991 — 25 173 \$
1989 — 137 \$	1992 — 25 195 \$
1990 — 30 154 \$	



NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

10. IMPÔTS SUR LE REVENU

Par suite d'écarts temporaires (dus aux immobilisations, aux frais reportés et à la provision pour créances douteuses) entre le revenu comptable et le revenu imposable de 1 129 000 \$, le solde créditeur des impôts sur le revenu reportés totalise 203 000 \$ au 31 décembre 1987 (137 000 \$ au 31 décembre 1986).

Par contre, au 31 décembre 1987, le solde des crédits d'impôts à l'investissement s'établit à 4 573 000 \$. Comme ces crédits d'impôts ne sont pas remboursables mais applicables uniquement à l'encontre d'impôts exigibles, l'avantage fiscal éventuel n'a pas été comptabilisé.

11. CAPITAL SOCIAL

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
Prescrit par la loi:		
Nombre illimité de parts sociales, d'une valeur de 5 \$		
Émis:		
1 697 007 parts sociales		
(1986 — 696 807)	8 485 \$	3 484 \$

12. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

- a) La Confédération s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation s'échelonnant jusqu'en 2006. Le total des paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices ainsi que sur la durée résiduelle des contrats se détaille comme suit:

	Locaux sis à Place Desjardins inc.	Autres	Total
1988	5 520 \$	2 360 \$	7 880 \$
1989	5 464 \$	153 \$	5 617 \$
1990	5 671 \$	45 \$	5 716 \$
1991	5 690 \$	34 \$	5 724 \$
1992	5 906 \$	5 \$	5 911 \$
1993 à 2006	73 757 \$	— \$	73 757 \$

- b) La Confédération s'est portée conjointement et solidairement responsable des obligations résultant de la participation de l'ensemble des employeurs du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins au régime de rentes du M.C.P.E.D.
- c) La Confédération s'est portée caution conjointe et solidaire jusqu'à concurrence de 700 000 \$ pour les emprunts contractés par l'Institut coopératif Desjardins envers la Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec. Le solde de l'engagement est de 560 000 \$ au 31 décembre 1987.
- d) En 1987, la Confédération a entrepris la construction d'une centrale de traitement informatique. Au 31 décembre 1987, des contrats pour un montant de 4 311 013 \$ avaient été octroyés relativement à cette construction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

13. VARIATION NETTE DES AUTRES POSTES

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

La variation nette des autres postes
se détaille comme suit:

	1987	1986
Débiteurs — détenteurs de cartes Visa (Desjardins)	(47 709)\$	(30 794)\$
Débiteurs — réguliers	176	(13 506)
Intérêts courus sur placements	4	(59)
Stocks	(550)	(377)
Frais reportés au prochain exercice	181	168
Créditeurs et frais courus	9 101	10 606
Revenus reportés	1 451	189
	(37 346)\$	(33 773)\$

14. TRANSACTIONS ENTRE APPARENTÉS

La Confédération, dans le cours normal de ses opérations, a effectué des transactions avec ses membres et d'autres organismes apparentés.

15. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 1^{er} janvier 1988, la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec a acquis, pour leur valeur nominale, la totalité des actions participantes de Corporation Desjardins de traitement informatique détenues par les Fédérations et ce, dans le but de liquider cette filiale dans la Confédération.

En 1988, les activités de Corporation Desjardins de traitement informatique seront intégrées à celles de la Confédération.



ANNEXE A AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

A. Renseignements sur les filiales non consolidées:

Même si la Confédération peut exercer un contrôle au niveau du vote, elle ne détient pas d'intérêt dans Corporation Desjardins de traitement informatique et 0,25 % dans Centre Desjardins de traitement de cartes inc. Les états financiers desdites compagnies démontrent la situation suivante au 31 décembre 1987:

BILAN

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Centre Desjardins de traitement de cartes inc.			Corporation Desjardins de traitement informatique		
Actif	1987	1986		1987	1986
Actif à court terme	1 095 \$	1 318 \$	Actif à court terme	10 458 \$	10 706 \$
Immobilisations	2 686	2 083	Immobilisations	62 586	61 142
Autres éléments	6 258	6 312	Autres éléments	329	357
	10 039 \$	9 713 \$		73 373 \$	72 205 \$
Passif					
Passif à court terme	5 559 \$	6 095 \$	Passif à court terme	40 966 \$	25 348 \$
Dette à long terme	3 800	3 800	Dette à long terme	31 306	45 781
Impôts sur le revenu reportés	333	85	Impôts sur le revenu reportés	241	243
Avoir des actionnaires	347	(267)	Avoir des actionnaires	860	833
	10 039 \$	9 713 \$		73 373 \$	72 205 \$
Résultats					
Revenus d'exploitation	28 627 \$	27 810 \$	Revenus d'exploitation	93 224 \$	87 791 \$
Dépenses d'exploitation	27 836	27 326	Dépenses d'exploitation	93 199	87 627
	791	484		25	164
Impôts sur le revenu	177	28	Impôts sur le revenu (recouvrés)	(2)	(11)
Bénéfice net	614 \$	456 \$	Bénéfice net	27 \$	175 \$

ANNEXE B
AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

B. Information sectorielle:

RÉSULTATS (EN MILLIERS DE DOLLARS)	Résultats excluant l'opération Visa (Desjardins)		Opération Visa (Desjardins)	
Revenus	1987	1986	1987	1986
Cotisations	33 888 \$	30 449 \$	— \$	— \$
Revenus d'exploitation	99 902	86 197	56 023	49 606
Revenus d'appoint	15 578	14 784	—	—
Revenus de placements	2 147	1 511	—	—
Autres revenus	3 916	589	—	—
	155 431	133 530	56 023	49 606
Dépenses				
Coût des marchandises vendues	7 733	6 848	—	—
Salaires et avantages sociaux	49 986	40 271	—	—
Contrat de service	56 825	48 460	28 262	27 553
Frais de déplacements	2 267	2 192	—	—
Frais de représentation, de repas et de séjour	2 574	2 524	—	—
Fournitures de bureau	514	471	—	—
Fournitures spécifiques	1 571	1 830	—	—
Location et achat de logiciels	333	104	—	—
Frais de communications	931	1 204	—	—
Commissions	1 693	1 146	—	—
Traitement des données	5 225	4 622	—	—
Location d'équipement	636	509	—	—
Loyers spécifiques	2 331	1 757	—	—
Chauffage et électricité	408	382	—	—
Taxes	640	217	—	—
Entretien et réparations	717	628	—	—
Services techniques et professionnels	10 608	14 991	—	—
Assurances générales	173	166	131	133
Frais d'expédition	433	496	—	—
Publicité et promotion	1 237	1 453	—	—
Associations et contributions	444	587	—	—
Créances douteuses et irrécouvrables	—	—	2 567	3 715
Souscriptions et subventions	1 296	1 119	—	—
Autres dépenses	969	141	604	531
Frais financiers	2 188	2 053	22 686	16 237
Amortissement des immobilisations	1 519	1 195	909	460
Amortissement des frais reportés	5 105	3 549	577	690
Amortissement de l'achalandage	—	—	287	287
	155 356	138 915	56 023	49 606
Récupération de coûts provenant de frais reportés	956	5 613	—	—
	154 400	133 302	56 023	49 606
Excédent avant ristournes et intérêts sur le capital social	1 031 \$	228 \$	— \$	— \$



ANNEXE B
AUTRES RENSEIGNEMENTS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 1987

La Confédération
des caisses populaires
et d'économie Desjardins
du Québec

B. Information sectorielle: (suite)

BILAN (EN MILLIERS DE DOLLARS)	Résultats excluant l'opération Visa (Desjardins)		Opération Visa (Desjardins)	
Actif	1987	1986	1987	1986
Actif à court terme				
Encaisse	— \$	— \$	1 856 \$	2 192 \$
Dépôts à terme	9 500	—	—	—
Débiteurs				
Détenteurs de cartes Visa (Desjardins) — net	—	—	289 338	241 629
Réguliers	18 107	18 463	11 939	11 759
Intérêts courus sur placements	72	76	—	—
Stocks	1 924	1 374	—	—
Frais reportés au prochain exercice	343	524	—	—
Placements réalisables au cours du prochain exercice	8 649	8 500	—	—
	38 595	28 937	303 133	255 580
Placements	1 583	1 773	3 800	4 102
Immobilisations	15 503	13 118	1 735	1 832
Frais reportés	6 854	11 562	873	1 338
Achalandage	—	—	4 170	4 457
	62 535 \$	55 390 \$	313 711 \$	267 309 \$
Passif				
Passif à court terme				
Emprunts sur marge de crédit	1 896 \$	7 454 \$	910 \$	— \$
Dépôts à terme des membres	—	—	92 920	131 200
Créditeurs et frais courus	29 312	23 708	7 006	3 509
Revenus reportés	1 430	254	3 075	2 800
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	8 622	8 609	—	—
	41 260	40 025	103 911	137 509
Dette à long terme	6 054	6 176	209 800	129 800
Capital social	8 485	3 484	—	—
Réserve générale	5 705	5 477	—	—
Trop-perçu non distribué de l'exercice	1 031	228	—	—
	62 535 \$	55 390 \$	313 711 \$	267 309 \$

LES MEMBRES DE

LA CONFÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES ET D'ÉCONOMIE DESJARDINS DU QUÉBEC, LES INSTITUTIONS ET LES CORPORATIONS RATTACHÉES À LA CONFÉDÉRATION ET LES ORGANISMES INTERNATIONAUX DONT ELLE EST MEMBRE

• Les fédérations

Fédération des caisses populaires Desjardins du Centre du Québec
Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec
Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie
Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent
Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay-Lac Saint-Jean
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu-Yamaska
Fédération des caisses populaires Desjardins de Lanaudière
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

Les institutions

Le Groupe Desjardins, Assurances générales
Assurance-vie Desjardins
La Sauvegarde Compagnie d'assurance sur la vie
Fiducie du Québec

Les autres institutions et corporations rattachées au Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins au 31 décembre

L'Institut Coopératif Desjardins
La Fondation Desjardins
Société d'investissement Desjardins
Crédit Industriel Desjardins Inc.
Société de développement international Desjardins (1985) Inc.
La Caisse centrale Desjardins du Québec
Corporation de fonds de sécurité de la Confédération Desjardins
La Société d'habitation Desjardins Secur Inc.
Centre Desjardins de traitement de cartes Inc.
Corporation Desjardins de traitement informatique
La Société historique Alphonse Desjardins

Les organismes coopératifs internationaux dont la Confédération est membre

Comité de Liaison International de la Coopération d'Épargne et de Crédit
La Confédération Internationale du Crédit Populaire
La Confédération Internationale du Crédit Agricole
Union Internationale Raiffeisen
World Council of Credit Unions, Inc.

* Les fédérations sont listées par ordre chronologique de fondation.



*** CLAUDE BÉLAND**
PRÉSIDENT

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec



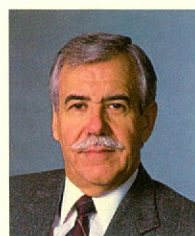
*** GUY BERNIER**
PRÉSIDENT DU CONSEIL
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec



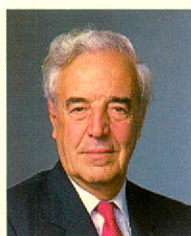
*** JACQUES BERTRAND**
PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL
Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec



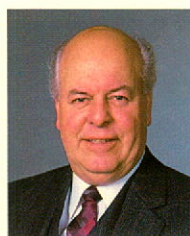
*** HENRI-PAUL TRUDEL**
DEUXIÈME VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL
Fédération des caisses populaires Desjardins du centre du Québec



JEAN-EUDES BERGERON
SECRÉTAIRE DU CONSEIL
Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay—Lac St-Jean



RENÉ AUTHIER
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu — Yamaska



GÉRARD CHABOT
Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec



*** PAUL-R. CHARBONNEAU**
Fédération des caisses populaires Desjardins de Lanaudière



*** RAYMOND COMTOIS**
Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie



CLAUDE DESLANDES
Fédération des caisses populaires Desjardins de Richelieu — Yamaska



RAYMOND GAGNÉ
Fédération des caisses populaires Desjardins de la Péninsule et des Îles



FRANÇOIS GILBERT
Fédération des caisses populaires Desjardins du Saguenay — Lac St-Jean



CHARLES GOSSELIN
Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent



*** JOHN HARBOUR**
Le Groupe Desjardins, Assurances générales



WESLEY HOGG
Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent



GILLES LAFLEUR
Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

*** Membres du comité exécutif**

Messieurs J.-Roland Bellemare, Claude Harrison, A.-Hervé Hébert, Gilles Lemelin, Armand Piette ont siégé sur le conseil d'administration au cours de l'année.



GEORGES-OCTAVE LANGLOIS

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Québec



HENRI LEBLOND

La Sauvegarde Compagnie
d'assurance sur la vie



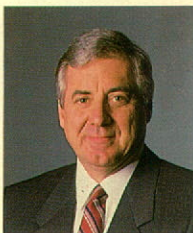
MARC LEMIEUX

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Québec



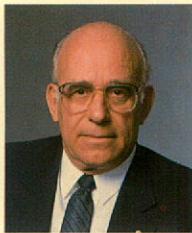
PAUL-YVON LESAGE

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Montréal et de
l'Ouest-du-Québec



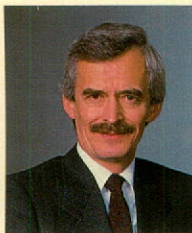
DENIS MARTEL

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
l'Abitibi



OSCAR MERCURE

Assurance-vie Desjardins



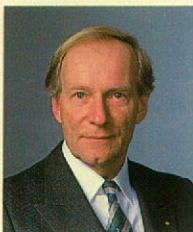
ROBERT O'FARRELL

Fédération des caisses
populaires Desjardins du
centre du Québec



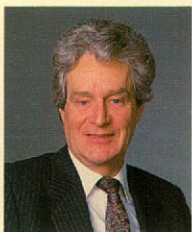
ALBERT OUELLET

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
la Péninsule et des Îles



RAYMOND A. REID

Fiducie du Québec



FRANÇOIS RICHARD

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Montréal et
de l'Ouest-du-Québec



YVON ROBERGE

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Montréal et
de l'Ouest-du-Québec



LÉONARD ROBITAILE

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
l'Abitibi



ROBERT ROUTHIER

Fédération des caisses
d'économie Desjardins du
Québec



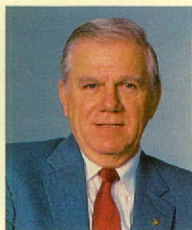
G.-ROGER ROY

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
l'Estrie



MICHEL ROY

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Lanaudière



WILLEY VÉZINA

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Québec

LES COMMISSIONS

Crédit finance

MM. Marc Lemieux, *président*
Paul-Yvon LeSage
Oscar Mercure
Albert Ouellet

Gestion de l'information et réseaux

MM. Denis Martel, *président*
Claude Deslandes
Gilles Lafleur
Robert O'Farrell

Planification, communications et marketing

MM. Gérard Chabot, *président*
Jean-Eudes Bergeron
Raymond A. Reid
Robert Routhier

Régie de l'inspection

MM. Georges-Octave Langlois,
président
René Authier
Raymond Gagné
François Richard
G.-Roger Roy

Vérification

MM. Henri Leblond, *président*
Charles Gosselin
Michel Roy
Welley Vézina

Ressources humaines

MM. François Gilbert, *président*
Wesley Hogg
Yvon Roberge
Léonard Robitaille

**LE COMITÉ DE DIRECTION ET
LES CADRES SUPÉRIEURS**

- * Claude Béland, *président*
- * Yvon Daneau,
*1^{er} vice-président conseil,
délégué à la présidence*
- * Denis Frenière,
*1^{er} vice-président, ressources
humaines et financières*
- * Serge Limoges,
*1^{er} vice-président, gestion de
l'information et réseaux*
- * Claude Faucher,
*1^{er} vice-président, vérificateur
général*
- * Alban D'Amours,
*1^{er} vice-président, planification,
communications et marketing*

Simon L'Heureux,
vice-président conseil

Gilles Jobin, *vice-président
ressources humaines et
techniques*

- Jean-Claude Bernier,
*directeur, formation et
développement des
ressources humaines*
- Bernard Desrosiers,
*directeur, relations
professionnelles*
- Hélène Lafleur, *directrice,
planification et organisation
des ressources humaines*
- Direction des normes et
procédés techniques: vacant
- Hervé Cantin, *directeur
administratif, régime de
rentes et assurances
collectives*

Gilles Douville,
vice-président, administration

- Monique Dagneau, *directrice,
ressources humaines*

- Jacques McGee, *directeur,
services comptables et
contrôle*

- Jean-Ducharme, *directeur,
direction administrative*

- Robert Tremblay, *directeur
administratif, Institut
coopératif Desjardins*

- Charles Lemay, *directeur,
bureautique et informatique*

Gaston Sirois, *vice-président,
crédit-finance*

- Pierre Vien, *directeur, finance*

- Michel-Pierre Bergeron,
*directeur, crédit et
placements*

Jean-Guy Laroche,
*vice-président, affaires
juridiques et corporatives*

Gilles Nadeau, *vice-président,
évolution des systèmes de
paiement*

- René Boisvert, *adjoint au
vice-président,
Paiement-direct Desjardins*

- Alain Philippe, *directeur,
recherche et évolution*

- Marcel Larose, *directeur,
planification*

José Joyal, *vice-président,
développement de systèmes*

- Jean-Yves Mc Sween,
*directeur, développement de
systèmes de produits*

- Pierre Moran, *directeur,
développement de systèmes
de services*

- Gaston Veilleux, *directeur,
architecture*

- Maher Baskharoun, *directeur
intégration des systèmes*

Yvon Le Bel, *vice-président,
traitement*

- André Beauchamp,
directeur, production

- Daniel Handfield, *directeur,
services aux usagers*

- Sameh Fahmy, *directeur,
ingénierie*

- Constance Lemieux,
*directrice, mise en service
des systèmes et réseaux*

Jean-M. Bernier, *directeur
administratif, Corporation de
fonds de sécurité de la Confé-
dération Desjardins*

Jacques Henrichon,
*vice-président, vérification
interne*

Marcel Marquis, *vice-président,
inspection et vérification*

- Claude Dumont, *directeur,
contrôle, analyse et support*

- Raynald Corriveau,
directeur, fiscalité

- Michel Pratte, *directeur,
normes professionnelles*

- Jean-Guy Beauchamp,
*directeur régional des
opérations de Montréal*

- Pierre Bouchard, *directeur
régional des opérations de
l'Ouest-du-Québec*

- Claude Dorion, *directeur
régional des opérations de
Québec*

- Michel Gélinas, *directeur
régional des opérations de
Trois-Rivières*

André Morin, *vice-président
conseil, affaires gouverne-
mentales et coopératives*

Léon-G. Cantin, *directeur du
secrétariat*

Jacques Lefebvre,
vice-président, marketing

- Rolande Laveau, *directrice,
mise en marché*

- Michel Dubé, *directeur,
développement des services*

- Rémy Lessard, *directeur,
recherche marketing*

Majella St-Pierre,
vice-président, communications

- Marcel Raymond, *directeur,
information et
développement coopératif*

- Marie-France Maheu,
*directrice, promotion
institutionnelle*

Yves Morency, *vice-président,
planification*

- Gilles Soucy, *directeur,
analyse économique*

* Membres du comité de direction.

Année de défi que cette année 1987 qui prenait résolument le relais dans le sillage du 14^e Congrès. Année de réalisations nombreuses aussi, où toutes les composantes du Mouvement Desjardins, mues par ce grand ressourcement, ont poursuivi leur action économique et sociale avec une ardeur renouvelée.

Cette ardeur, cette vitalité nouvelle constitue la trame de ce troisième bilan social, qui porte à la fois la marque de l'originalité et celle d'une tradition de solidarité qui ne cesse de s'affirmer.

UN RÉSEAU ENGAGEANT

L'assemblée générale annuelle

Des mécanismes de participation institués pour diriger l'entreprise coopérative, l'assemblée générale annuelle demeure sans contredit la plus importante. C'est souvent dans ce contexte privilégié que les membres ravivent leur dynamisme, puisent l'énergie nécessaire à la poursuite de la mission de la caisse et renouent avec le sens de leur engagement. L'an dernier, un peu plus de 164 670 personnes ont assisté aux assemblées tenues

par les caisses, fédérations, institutions et corporations du Mouvement. De toute évidence, les efforts déployés pour intéresser les membres à cet outil démocratique essentiel ont porté leurs fruits.

D'autre part, 67 pour cent des caisses ont présenté un bilan social en 1987 dans le cadre de leur assemblée générale annuelle. Pour les caisses, c'est un moment privilégié pour rendre compte à leurs membres de l'ampleur et des détails de leur contribution au développement de leur milieu.

Les dirigeants

En 1987, les caisses, les fédérations, les institutions et les corporations du Mouvement Desjardins ont mobilisé plus de 18 000 dirigeants. Collectivement, ces ressources bénévoles ont assisté à quelque 243 000 heures de réunions dont 46 pour cent ont été consacrées à la commission de crédit, et 30 pour cent au conseil d'administration. En outre, 3500 dirigeants ont pris part à différents programmes de formation qui leur étaient destinés.

Par ailleurs, les élections de 1987 ont permis à 1800 membres de plus de prendre une part active à la vie de leur caisse en s'y engageant comme dirigeants. Parmi ces

recrues, une majorité de femmes, soit 52 pour cent, qui, consécutivement aux volontés exprimées lors du grand exercice démocratique de 1986, sont venues rejoindre les rangs de ces indispensables administrateurs. Comme on en avait pris l'habitude depuis quelques années, on a su également faire une place non négligeable aux gens de moins de 30 ans. De fait, 407 jeunes ont été élus à des postes de dirigeants en 1987, parallèlement aux quelque 4790 personnes de moins de 30 ans venues s'ajouter au personnel rémunéré de l'ensemble du Mouvement. Trente pour cent ont été engagés à temps plein, 31 pour cent à temps partiel et 38 pour cent pour un travail temporaire.

UN RÉSEAU ENGAGÉ

Un portrait global de l'engagement

L'an dernier, fidèles à la tradition, les différentes composantes du Mouvement Desjardins ont poursuivi leur engagement dans le milieu. Que ce soit par la formule de dons et de commandites ou par l'appui concret à divers projets de développement du milieu, les caisses, les fédérations, les institutions et les corporations ainsi que la Confédération ont, ensemble, mis quelque 17,6 millions de dollars au service de la collectivité. Les secteurs d'intervention privilégiés par cette aide sont les services communautaires, les organismes voués au développement économique, les œuvres humanitaires, l'éducation, la culture, la pastorale, les loisirs et les sports.

Pour ce qui est des dons et des commandites, le Mouvement Desjardins a alloué quelque 10,5 millions de dollars à différents secteurs d'activité du milieu. 38 pour cent des sommes affectées par l'ensemble du Mouvement à cette forme d'engagement ont été versées aux secteurs des services communautaires et du développement économique, dans une proportion égale. Les secteurs de l'éducation et des œuvres humanitaires ont reçu 25 pour cent de l'ensemble des dons et des commandites alors que les loisirs, la culture, la pastorale et les divers autres secteurs ont été les autres bénéficiaires.



L'assemblée générale, mécanisme de base dans la direction de l'entreprise coopérative.

Quant aux sommes consacrées à l'appui de projets spécifiques, elles totalisent environ sept millions de dollars et sont concentrées sensiblement dans les mêmes secteurs. À noter que ces sommes sont distinctes de celles que les caisses consentent en prêts réguliers à des organismes de développement. Deux secteurs se distinguent toutefois de l'ensemble par le nombre de projets que l'on y recense; ce sont les secteurs du développement économique et de l'éducation. À eux seuls, ces deux domaines d'intervention regroupent près de la moitié des projets dénombrés, soit respectivement 27 et 19 pour cent.

Contributions aux organismes engagés dans le développement économique

Préoccupation dominante par le nombre de projets créés en 1987 — quelque 240 —, le développement économique demeure également le secteur d'engagement où ont été investies les sommes les plus considérables: 2 millions de dollars accordés sous forme de dons ou de commandites et 4,6 millions de dollars affectés à la réalisation de projets spécifiques.

L'effort de solidarité de l'ensemble du Mouvement en matière de contributions autres que commerciales au développement économique s'est notamment traduit par l'aide à l'implantation d'usines et au développement industriel en général, par l'encouragement à la construction résidentielle unifamiliale et par l'aide aux jeunes entrepre-

neurs — qu'il s'agisse de fonds de soutien ou de démarrage ou encore de conditions avantageuses de financement.

Compte tenu de l'envergure des initiatives prises dans ce domaine et de l'importance des sommes mises en jeu, plusieurs des projets d'ordre économique ont donné lieu, en 1987, à des regroupements ponctuels de caisses, une forme de collaboration heureuse à laquelle ont souscrit plusieurs caisses et, à l'occasion, certaines fédérations du réseau pour répondre à des besoins régionaux.



L'appui à la construction résidentielle, une contribution au développement économique local.

Les services communautaires

Autre secteur d'engagement prioritaire, les services communautaires ont eux aussi récolté un peu plus de deux millions de dollars en dons et en commandites au cours de la dernière année. Clubs sociaux et associations diverses, établissements de santé et de services sociaux ainsi que municipalités et services municipaux ont été, par ordre d'importance, les principaux bénéficiaires de ces sommes. Quant aux sommes attribuées à l'appui de projets spécifiques, elles s'élèvent à environ 721 000 \$. De toutes ces initiatives, celles en faveur des personnes âgées demeurent, dans toute l'étendue du Mouvement, les plus nombreuses. Une fois de plus, le Mouvement Desjardins a tenu à manifester sa reconnaissance et son respect à cette génération de bâtisseurs qui l'a aidé à grandir.

Par ailleurs, en cette Année internationale du logement et des sans-abri, plusieurs composantes du Mouvement auront prioritairement appuyé les projets reliés aux ressources communautaires d'accueil. Projets de refuge pour jeunes sans-abri ou d'hébergement pour femmes itinérantes, centres d'accueil pour jeunes filles en difficulté, centres communautaires et maisons de jeunes ont ainsi bénéficié d'une large part de l'aide consentie à ce secteur.

L'éducation

Dimension fondamentale du projet coopératif, l'éducation occupe depuis toujours une place privilégiée au sein du Mouvement Desjardins. De nouveau, les résultats de 1987 le confirment. Effectivement, ce secteur occupe le troisième rang quant à la quantité d'argent investi sous forme de dons et de commandites — quelque 1,3 millions

de dollars — et quant au nombre de projets appuyés — plus de 170. Il se distingue en outre par la diversité des engagements qu'on y retrouve. Qu'il suffise de mentionner l'acquisition de micro-ordinateurs pour certaines écoles, l'aménagement de cours d'écoles, l'implantation des caisses populaires entièrement gérées par des élèves dans des écoles secondaires ainsi que l'organisation de sessions d'information sur la retraite dans le milieu et l'on obtient un portrait assez représentatif de l'utilisation des 399 000 \$ accordés à la réalisation de projets spécifiques dans ce domaine.



Les rencontres de préparation à la retraite, une réponse à un besoin du milieu.

Les oeuvres humanitaires

Dans le souci d'améliorer la qualité de vie de ses membres et du milieu, le Mouvement Desjardins verse chaque année d'importantes sommes aux plus démunis de la société. Les contributions des caisses, des fédérations, des institutions et des corporations au secteur des oeuvres humanitaires sous forme de dons et de commandites représentent, pour l'année 1987, quelque 1,3 million de dollars. Un montant considérable auquel s'ajoutent les 560 000 \$ engagés sous forme de projets dans ce secteur. Parmi les plus représentatifs, signalons le soutien au transport de personnes atteintes de troubles physiques ou mentaux jusqu'à leur lieu de traitement ainsi que des aides diverses aux personnes âgées ou handicapées et aux travailleurs accidentés. Dans plusieurs

cas, la structure unique du réseau des caisses a été mise à contribution pour la levée de fonds nécessaire pour réaliser des projets de cette nature.

La culture

Au domaine de la culture, l'ensemble du Mouvement a investi quelque 869 000 \$ en dons et commandites dans la communauté et 530 500 \$ sous forme d'appui à des projets précis, la très grande majorité de ces projets étant des expositions d'oeuvres d'artistes locaux.

Les loisirs et les sports

Quant à l'aide apportée par les différentes composantes du Mouvement au secteur des loisirs et des sports, elle représente un peu plus d'un million de dollars en dons et commandites et un peu plus de 210 500 \$ en divers appuis à des projets. De l'ensemble des projets réalisés dans ce secteur, l'organisation de

manifestations sportives, l'amélioration d'infrastructures ou d'équipements sportifs et l'appui à la construction et à la relance de centres de loisirs sont les plus fréquents.

La pastorale

Enfin, au chapitre de la pastorale, les caisses, les fédérations, les institutions et les corporations réunies ont versé quelque 663 000 \$ en dons et commandites et ont engagé 89 640 \$ dans l'appui des projets spécifiques. L'essentiel des sommes consacrées à de tels projets va à la rénovation d'églises et aux célébrations organisées à l'occasion d'anniversaires de paroisses.



Le soutien aux associations sportives: une forme d'engagement bien connue.

**UN MODE D'ENGAGEMENT
PLANIFIÉ: LES FONDS SOCIAUX
ET COMMUNAUTAIRES**

Dans un effort visant à structurer davantage ces diverses interventions dans le milieu, plusieurs caisses se sont pourvues, ces dernières années, de fonds sociaux et communautaires. Constitués de trop-perçus, ces fonds ont, deux fois sur trois, été créés à des fins précises. En 1987, alors que 34 pour cent des caisses ont distribué à leurs membres leurs trop-perçus sous forme de ristournes, 10 pour cent d'entre elles en ont affecté une partie à la création ou à la consolidation d'un fonds de cette nature. En fait, les sommes totales versées dans des fonds semblables par les caisses sont évaluées à 1,3 million de dollars, soit une moyenne de près de 10 000 \$ par caisse participante. Celles qui ont été

versées par les fédérations, les institutions et les corporations sont de l'ordre de deux millions de dollars.

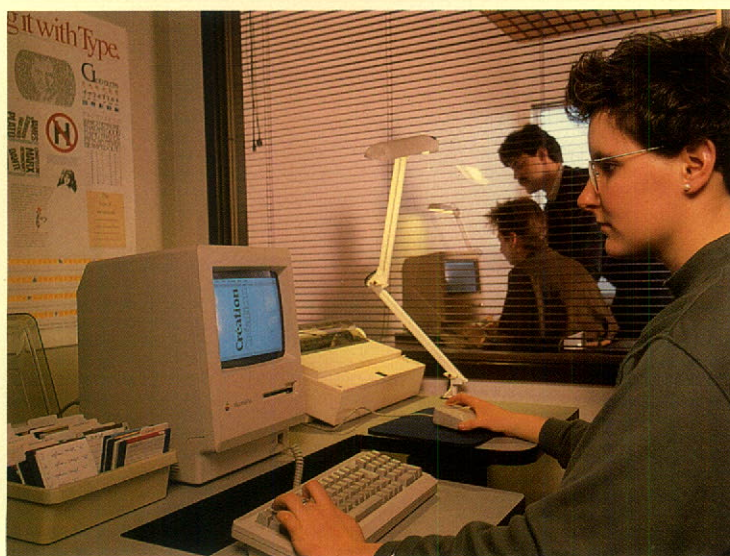
D'une façon générale, la majorité de ces fonds ont été affectés au développement économique, et plus particulièrement à l'aide aux jeunes entrepreneurs, à la création ou au maintien d'emplois, à l'appui à des organismes sans but lucratif et au développement coopératif et communautaire.

**LA COLLABORATION AVEC LES
ORGANISMES DU MILIEU**

Si les organismes coopératifs peuvent occasionnellement trouver appui auprès des caisses et d'autres composantes du Mouvement Desjardins de leur territoire par le truchement d'un fonds spécial créé à leur intention, ce n'est toutefois pas la seule forme d'aide qu'ils peuvent en obtenir. Car, comme l'indiquent les données de 1987, la majorité des caisses, des fédérations,

des institutions et des corporations qui partagent leur territoire avec d'autres entreprises coopératives entretiennent des relations privilégiées avec ces dernières. Le principal moyen qu'elles utilisent demeure, dans tous les cas, le prêt de ressources humaines — qu'attendre d'autre d'un mouvement dont la plus grande richesse est la capacité d'engagement de son capital humain? — et, dans des proportions respectivement moins élevées, les conditions particulières de financement et les prêts de locaux et de matériel.

Dans le même ordre d'idées, on estime globalement à environ 8880 jours-personnes les prêts de ressources humaines consentis par tout le Mouvement aux organismes du milieu, qu'ils soient coopératifs ou non, et à 405 le



Préoccupation dominante: la création d'emplois pour les jeunes.

nombre de caisses qui ont mis leurs locaux à la disposition de la collectivité au cours de la dernière année.

La solidarité du Mouvement avec le milieu s'exprime par ailleurs au-delà de nos frontières à travers l'œuvre profondément humaine de la Société de développement international Desjardins dans plusieurs pays en voie de développement. À cette œuvre imposante se greffent les actions plus modestes, mais non moins significatives, de certaines caisses et de fédérations auprès d'organismes coopératifs étrangers.

DES PARTICIPATIONS DIVERSIFIÉES

En plus des dons souscrits et des appuis financiers fournis à la réalisation de projets, le Mouvement Desjardins assure une présence constante dans la communauté par les diffé-

rents événements et activités à caractère social et éducatif qu'il met de l'avant. Ainsi en est-il du Concours international des jeunes auquel ont pris part 77 pour cent des caisses et 467 800 élèves des niveaux préscolaire, primaire et secondaire en 1987. L'événement revêtait un éclat tout particulier cette année puisque la finale internationale se déroulait au Québec.

De même, la remise de 172 000 \$ en bourses d'étude par la Fondation Desjardins pour couronner les efforts de quelque 130 étudiants des niveaux collégial et universitaire en fin d'année permettait au Mouvement d'affirmer sa préoccupation à l'égard des jeunes et de l'éducation.

Institution toujours bien vivante malgré ses 80 ans, la caisse scolaire a poursuivi son patient travail de sensibilisation auprès des jeunes en rejoignant plus de 260 000

élèves dans quelque 1550 écoles. En 1987, les sommes en dépôt à la caisse scolaire s'élevaient à plus de 17 millions de dollars. La publication de trois nouveaux guides pédagogiques intitulés *L'enfant et l'argent* à l'intention des enseignants du premier cycle du primaire est d'ailleurs venue appuyer ces importants résultats.

Simultanément, le Mouvement continuait de manifester sa présence en milieu scolaire en élaborant et en distribuant d'autre matériel éducatif dont les enseignants et les élèves de quelque 1500 écoles ont pu bénéficier. En 1987, les caisses, les fédérations, les institutions et les corporations ont investi plus de 390 000 \$ et de 2000 jours-personnes dans ce service.



Une présence constante dans le secteur de l'éducation.

Désormais partie intégrante du patrimoine d'une majorité de caisses, la Semaine Desjardins a pour sa part suscité la participation de 60 pour cent des caisses qui, réunies, lui ont consacré 600 000 \$ et 4875 jours-personnes.

Parmi la multitude d'autres activités notables qui ont eu lieu en 1987, il convient de souligner la remise des Prix annuels Desjardins totalisant quelque 22 000 \$ et par lesquels le Mouvement soulignait le travail remarquable d'organismes qui se sont particulièrement distingués par la qualité et l'originalité de leur engagement au cours de l'année.

Encore une fois, le Groupe Desjardins assurances générales a investi des sommes importantes dans des activités axées sur la prévention: 400 000 \$ à la Fondation Jean-Lapointe, un organisme voué à la lutte contre l'alcoo-

lisme et autres toxicomanies; 80 000 \$ à l'Opération Nez-Rouge, un service de conduite privée offert aux automobilistes dans l'incapacité de conduire eux-mêmes leurs véhicules à l'occasion des fêtes et 60 000 \$ à la campagne annuelle de prévention des incendies. Pour sa part, l'Assurance-vie Desjardins a endossé des participations semblables en consacrant quelque 12 000 \$ à la distribution de vidéos produits dans le cadre de son programme de prévention des abus physiques et sexuels à l'égard des enfants.

Enfin, la Fédération de Montréal et de l'Ouest-du-Québec a apporté, au cours de cette année, une très large contribution — une souscription de 500 000 \$ dont elle entend s'acquitter à raison de 100 000 \$ par année — à la création d'une chaire en coopération à l'Université du Québec à Montréal.

Voici donc, esquissé à grands traits, le bilan de l'engagement social du Mouvement Desjardins. Un bilan qui ne rend pas compte de toute l'énergie investie, de toutes les démarches entreprises, de toute la confiance accordée. Un bilan qui dépend non seulement des multiples actions entreprises par toutes les cellules de ce vaste mouvement, mais également de la bonne volonté de celles-ci à en effectuer le recensement. C'est en effet grâce à cet effort de cueillette d'information que fournissent chaque année les caisses, les fédérations, les institutions et les corporations qu'il nous est possible de faire connaître cet aspect social fondamental du Mouvement Desjardins.



Encouragement aux artistes locaux: les expositions d'œuvres d'art.

FAITS SAILLANTS

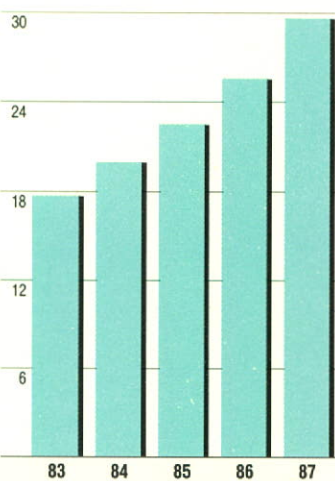
AU 31 DÉCEMBRE

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

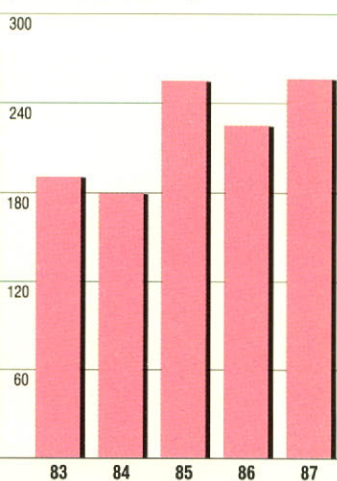
	1985	1986	1987	VARIATION EN POURCENTAGE	
				1986 / 5	1987 / 6
SITUATION FINANCIÈRE (EN MILLIONS DE DOLLARS)					
ACTIF TOTAL	22 532 \$	25 646 \$	29 575 \$	13,8 %	15,3 %
PRÊTS	17 780	20 748	24 994	16,7	20,5
DÉPÔTS	20 647	23 524	27 216	13,9	15,7
RÉSERVES	706	851	996	20,6	17,0
RÉSULTATS D'OPÉRATIONS (EN MILLIONS DE DOLLARS)					
REVENU NET D'INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS	1 053	1 093	1 234	3,8	12,9
TROP-PERÇU AVANT IMPÔTS ET RÉPARTITION	255	225	257	(11,8)	14,1
TROP-PERÇU (PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN)	1,20	0,93	0,93	—	—
PRÉSENCE SUR LE TERRITOIRE					
NOMBRE DE CAISSES	1 381	1 368	1 345	(0,9)	(1,7)
NOMBRE DE COMPTOIRS	252	266	281	5,6	5,6
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES	133	287	466	115,8	62,4
TOTAL	1 766	1 921	2 092	8,8	8,9
MEMBRES ET EMPLOYÉS					
NOMBRE DE MEMBRES	4 030 000	4 147 230	4 239 602	2,9	2,2
NOMBRE D'EMPLOYÉS	20 853	22 344	23 968	7,1	7,3
NOMBRE DE DIRIGEANTS ÉLUS	18 600	18 438	18 330	(0,9)	(0,6)

ACTIF CUMULÉ

(En milliards de dollars)


TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS ET RÉPARTITION

(En millions de dollars)



ANALYSE FINANCIÈRE

L'analyse détaillée présentée dans cette section du rapport annuel a pour but d'évaluer la situation financière et les résultats d'opérations de l'année 1987 du réseau des Caisses, soit les caisses populaires et d'économie, les fédérations et la Caisse centrale Desjardins du Québec. Aux commentaires s'ajoutent des tableaux et graphiques qui aident à mesurer sous différents aspects les résultats présentés à la fin de cette section du rapport annuel. De plus, certains postes de résultats sont exprimés sous forme de ratios financiers et plus précisément en dollars par tranche de 100 \$ d'actif moyen. Cette forme de présentation permet de mettre en perspective l'évolution relative de la rentabilité du réseau des Caisses Desjardins.

L'ACTIF

L'actif cumulé des caisses populaires, des caisses d'économie, des fédérations et de la Caisse centrale Desjardins atteignait 29 575 \$ millions au 31 décembre, en hausse de 3 929 \$ millions ou de 15,3 % depuis un an. La progression des actifs du réseau des Caisses Desjardins a donc été encore très soutenue au cours de 1987. La vigueur de l'économie du Québec n'est pas étrangère à cette performance.

En effet, la demande de crédit n'a guère démontré de signes d'essoufflement même après une cinquième année de reprise économique. Au contraire, celle-ci s'est accentuée sur la plupart des marchés. Le réseau des Caisses Desjardins a bénéficié beaucoup de cette fermeté de la demande de crédit. Les prêts ont crû de 20,5 % pour s'établir à 24 994 \$ millions au 31 décembre. Ils ont été ainsi à l'origine de cette remarquable croissance du réseau l'an passé.

Dans un tel contexte économique, il n'est pas surprenant que l'on ait observé un recul du niveau des liquidités des caisses en 1987. En fait, la croissance des prêts a excédé de beaucoup celle des dépôts. Le total cumulé de l'encaisse et des valeurs mobilières a donc régressé de 9,9 % pour atteindre 3 816 \$ millions au 31 décembre. Toutefois, les liquidités du réseau des Caisses Desjardins demeurent d'une très grande qualité étant soumises à des normes très strictes. Par exemple, dans le cas des valeurs mobilières, les titres émis ou garantis par le Canada ont augmenté de 40,3 %.

ACTIF CUMULÉ

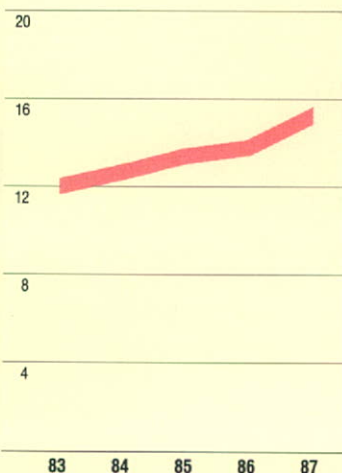
AU 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

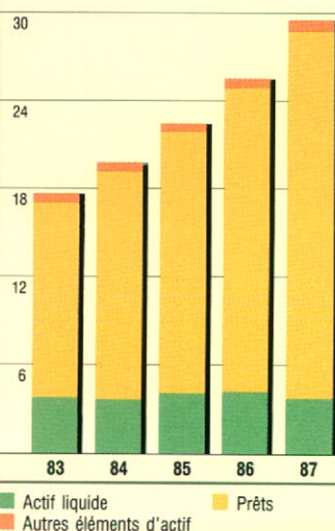
Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et la Caisse centrale Desjardins du Québec

	1985	1986	1987	VARIATION EN POURCENTAGE	
				1986/5	1987/6
ACTIF LIQUIDE	4 122	4 236	3 816	2,8	(9,9)
PRÊTS	17 780	20 748	24 994	16,7	20,5
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	630	661	765	4,9	15,6
ACTIF TOTAL	22 532	25 646	29 575	13,8	15,3

CROISSANCE DE L'ACTIF CUMULÉ
(En pourcentage)



COMPOSITION DE L'ACTIF CUMULÉ
(En milliards de dollars)



LA COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS

Afin de mieux dégager les forces du réseau des Caisses Desjardins en matière de crédit, voici quelques brefs commentaires sur la composition de son portefeuille de prêts. On s'attardera de plus à l'évolution de celui-ci en regardant les principaux marchés.

Le crédit hypothécaire à l'habitation en cours occupait sans contredit avec ses 13 911 \$ millions au 31 décembre la première place en terme d'importance relative en regard du portefeuille total de prêts du réseau. Parmi l'ensemble des institutions de dépôts au Québec, les caisses obtiennent une des meilleures performances, soit une croissance de 22,5 % ou de 2 554 \$ millions depuis un an.

L'année 1987 aura été exceptionnelle pour le secteur de l'habitation au Québec et ce, tant du côté de la construction, de la vente de maisons existantes que de celui des travaux de rénova-

tions. Ainsi, le réseau des Caisses a bénéficié grandement de cette effervescence des investissements immobiliers résidentiels l'an passé. Le niveau relativement faible des taux hypothécaires est un facteur non négligeable qui explique en partie ce climat favorable.

Le crédit à la consommation en cours (excluant les avances faites aux détenteurs de la carte Visa Desjardins) se chiffrait à 4 318 \$ millions au 31 décembre, en hausse de 12,7 % ou de 486 \$ millions depuis un an. Le réseau a donc amélioré sa croissance en 1987 sur ce marché. La progression plus rapide des dépenses de consommation des ménages a été un facteur déterminant pour la demande de crédit personnel auprès des caisses.

En fait, les dépenses de consommation des ménages ont été soutenues par des taux d'intérêt assez bas, un nombre élevé d'unités mises en chantier (stimule les ventes de meubles et d'appareils ménagers), des reve-

nus supérieurs et par les différents programmes de remise d'argent ou de financement des fabricants d'automobiles.

Le crédit commercial et industriel en cours dans le réseau des Caisses Desjardins s'élevait à 4 768 \$ millions au 31 décembre, en hausse de 31,0 % ou de 1 127 \$ millions depuis un an. Le réseau a performé d'une façon étonnante au cours des deux dernières années sur ce marché. La croissance des investissements non résidentiels au Québec explique certainement une bonne partie de ces résultats obtenus par les caisses. Sans compter aussi que le réseau est devenu un compétiteur très agressif dans ce domaine.

Le crédit agricole en cours a régressé de 2,3 % pour s'établir à 1 031 \$ millions au 31 décembre. Les Caisses Desjardins ont connu une année moins intéressante sur ce marché. Elles demeurent quand même la plus importante institution financière oeuvrant dans ce secteur.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS

AU 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1985	1986	1987	VARIATION EN POURCENTAGE	
				1986/5	1987/6
PARTICULIERS ET ENTREPRISES					
HYPOTHÉCAIRES À L'HABITATION	9 745	11 357	13 911	16,5	22,5
PERSONNELS	3 501	3 832	4 318	9,5	12,7
COOPÉRATIVES, COMMERCE ET INDUSTRIES	2 773	3 641	4 768	31,3	31,0
INSTITUTIONS DU MCPED	177	93	202	(47,5)	117,2
AGRICOLLES	942	1 055	1 031	12,0	(2,3)
Sous-TOTAL	17 138	19 978	24 230	16,6	21,3
GOUVERNEMENTS, CORPS PUBLICS ET AUTRES PRÊTS					
MUNICIPALITÉS	133	198	319	48,9	61,1
COMMISSIONS SCOLAIRES	447	453	348	1,3	(23,2)
AFFAIRES SOCIALES ET AUTRES	191	223	204	16,8	(8,5)
Sous-TOTAL	771	874	871	13,4	(0,3)
TOTAL	17 909	20 852	25 101	16,4	20,4
MOINS: PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	(129)	(104)	(107)	(19,4)	2,9
TOTAL NET	17 780	20 748	24 994	16,7	20,5

LE PASSIF-DÉPÔTS

Les dépôts du réseau des Caisses Desjardins totalisaient 27 216 \$ millions au 31 décembre, en hausse de 3 692 \$ millions ou de 15,7 % depuis un an. Les caisses ont démontré une fois de plus une excellente capacité de lever des dépôts en 1987 et ce, en dépit d'une baisse du taux d'épargne au Québec et d'un niveau moyen des taux d'intérêt relativement bas. La constance de la demande de crédit l'an

passé leur a sûrement insufflé ce dynamisme dans la recherche de dépôts d'épargne.

Soulignons que les caisses ont été très agressives auprès de tous les déposants. Les dépôts d'épargne en provenance des particuliers ont crû de 11,3 % et ceux autres que particuliers (corps publics ou entreprises) de 31,9 %. Une plus grande présence du réseau dans le domaine du crédit commercial et industriel a favorisé cet accroissement important des dépôts de membres corporatifs.

En outre, sur le plan de la structure du passif-dépôts, l'évolution des trois principales catégories d'épargne s'inscrit dans des tendances assez divergentes. L'épargne avec opérations était en hausse de 10,0 % et l'épargne stable en baisse de 2,5 % au 31 décembre, seule l'épargne à terme poursuivait son ascension avec une croissance annuelle de 24,4 % ou de 3 389 \$ millions en un an.

DÉPÔTS

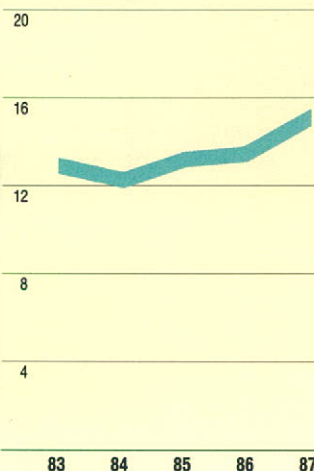
À 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

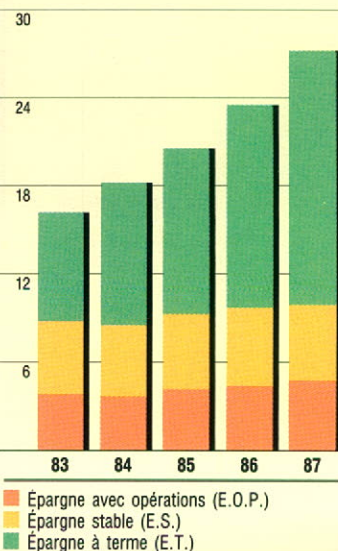
Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1985	1986	1987	VARIATION EN POURCENTAGE	
				1986/5	1987/6
ÉPARGNE AVEC OPÉRATIONS	4 221	4 371	4 808	3,5	10,0
ÉPARGNE STABLE	5 127	5 268	5 134	2,8	(2,5)
ÉPARGNE À TERME	11 299	13 885	17 274	22,9	24,4
TOTAL DES DÉPÔTS	20 647	23 524	27 216	13,9	15,7

CROISSANCE ANNUELLE DES DÉPÔTS (En pourcentage)



COMPOSITION DES DÉPÔTS (En milliards de dollars)



L'AVOIR

L'avoir du réseau des Caisses Desjardins affichait un rythme de croissance annuelle de 10,8 % au 31 décembre pour atteindre 1 493 \$ millions. Ce sont évidemment les réserves qui ont constitué le gros de cette augmentation étant l'instrument majeur de capitalisation des caisses. Elles ont crû de 17,0 % en 1987, ce

qui est nettement moins rapide qu'en 1986, mais par contre aussi important en volume avec 145 \$ millions de plus depuis douze mois (145 \$ millions en 1986). D'ailleurs, les réserves représentent une proportion de 3,4 % de l'actif cumulé du réseau, comparativement à 3,3 % en 1986.

De plus, l'amélioration de la rentabilité des caisses l'an passé s'est traduite par une légère hausse de 3,6 % de leurs trop-

perçus avant répartition et, donc, a aussi contribué à l'effort de capitalisation. Le capital social a décliné de 1,6 % pour s'établir à 322 \$ millions au 31 décembre. En somme, étant donné la progression plus faible de l'avoir du réseau par rapport à l'actif cumulé, le ratio de capitalisation totale s'est replié un peu, soit de 5,3 % en 1986 à 5,0 % en 1987.

AVOIR

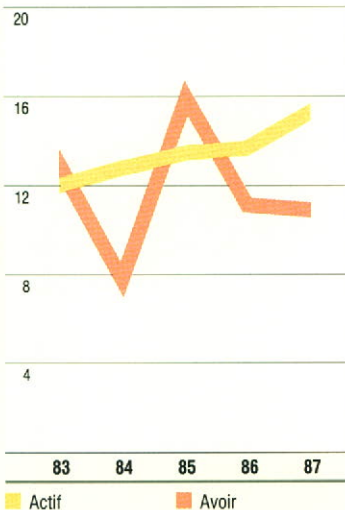
AU 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

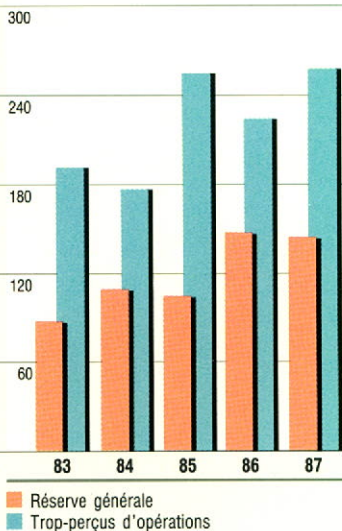
Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1985	1986	1987	VARIATION EN POURCENTAGE	
				1986 / 5	1987 / 6
RÉSERVE	706	851	996	20,5	17,0
TROP-PERÇUS AVANT RÉPARTITION	188	169	175	(10,1)	3,6
CAPITAL SOCIAL INCLUANT LES PARTS DE QUALIFICATION	321	328	322	2,2	(1,6)
TOTAL DE L'AVOIR	1 215	1 348	1 493	10,9	10,8
RAPPORT DE L'AVOIR À L'ACTIF TOTAL (%)	5,4	5,3	5,0		

CREISSANCE DE L'ACTIF ET DE L'AVOIR (En pourcentage)



APPORT À LA RÉSERVE GÉNÉRALE ET TROP-PERÇUS D'OPÉRATIONS (En millions de dollars)



RÉSULTATS D'OPÉRATIONS

Les résultats d'opérations de l'ensemble des caisses populaires et d'économie, des fédérations et de la Caisse centrale ont affiché une excellente rentabilité en 1987. En effet, les trop-perçus avant impôts et répartition ont atteint le niveau très appréciable de 257 \$ millions comparative-ment à 225 \$ millions l'an passé,

marquant ainsi une hausse de 31,8 \$ millions ou 14,1 %.

Cette amélioration significative des résultats relève principalement de la progression soutenue du volume d'affaires, qui a procuré des revenus additionnels importants en plus d'alléger la structure des dépenses administratives. De plus, la majoration des revenus autres que d'intérêt et l'abaissement des dépenses affectées aux mauvaises créances ont également favorisé un renforcement de la rentabilité.

Exprimés sous forme de ratios financiers, les trop-perçus avant impôts et répartition se sont dégagés à 0,93 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen, soit un niveau identique à celui atteint en 1986. Considérant le taux de progression élevé de 14,1 % à l'actif moyen, base de calcul du ratio, la stabilité de l'indice de rentabilité dénote bien la capacité du réseau des Caisses Desjardins de faire face à l'évolution des marchés.

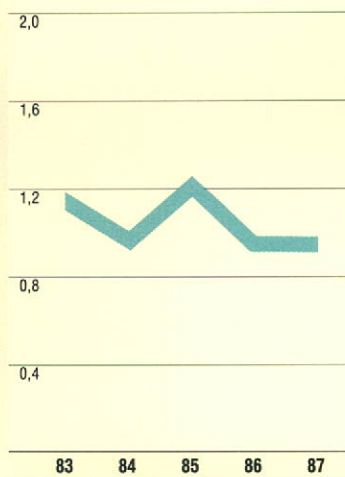
TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS ET RÉPARTITION

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1983	1984	1985	1986	1987
EN MILLIONS DE DOLLARS	191	179	255	225	257
PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN	1,14	0,96	1,20	0,93	0,93

TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS ET RÉPARTITION

(Par tranche de 100 \$ d'actif moyen)



LES REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêt proviennent de l'écart entre le rendement des prêts, valeurs mobilières, actif liquide et le coût des dépôts et autres sources de fonds servant au financement des prêts. En 1987, le ratio de revenus nets d'intérêt s'est dégagé à 3,96 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen comparativement à 4,02 \$ en 1986, soit un léger repli de 0,06 \$.

Cette diminution du ratio est attribuable à la baisse du niveau moyen des taux d'intérêt et s'explique principalement par un phénomène observé à la struc-

ture financière du réseau des Caisses. En fait, cette dernière comprend une proportion d'épargne qui ne subit généralement aucune influence en regard des variations de taux d'intérêt, alors que la majorité des actifs demeure sensible à toutes fluctuations. Ainsi, le taux d'intérêt de l'épargne avec opérations a conservé le même niveau en 1987, relativement identique à celui des années antérieures. Cette situation avantageuse lors d'une hausse des taux d'intérêt présente évidemment moins de bénéfices potentiels lors d'une évolution inverse des taux.

Par ailleurs, deux facteurs ont influencé positivement l'évolution des revenus nets d'intérêt. D'une part, les dépenses d'intérêt relati-

ves aux portefeuilles d'épargnes à terme et stable se sont réduites un peu plus rapidement que les revenus de prêts, en raison d'une échéance moyenne des dépôts des membres plus courte que celle de l'ensemble des prêts. D'autre part, le rythme de progression accéléré du volume d'affaires, notamment des prêts personnels, commerciaux et hypothécaires se révèle le point déterminant de l'augmentation significative de 12,5 % du montant des revenus nets d'intérêt, comparativement à 2,3 % en 1986.

LES REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	1983	1984	1985	1986	1987
REVENUS D'INTÉRÊT	1 950 \$	2 128 \$	2 365 \$	2 499 \$	2 735 \$
DÉPENSES D'INTÉRÊT	1 124	1 299	1 417	1 529	1 644
REVENUS NETS D'INTÉRÊT	826	829	948	970	1 091

(PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN)	1983	1984	1985	1986	1987
REVENUS D'INTÉRÊT	11,66 \$	11,34 \$	11,09 \$	10,34 \$	9,92 \$
DÉPENSES D'INTÉRÊT	6,72	6,92	6,65	6,32	5,96
REVENUS NETS D'INTÉRÊT	4,94	4,42	4,44	4,02	3,96

REVENUS NETS D'INTÉRÊT

(Par tranche de 100 \$ d'actif moyen)



LES CRÉANCES DOUTEUSES

La dépense affectée aux créances douteuses s'est résorbée pour une quatrième année consécutive. De 25,4 \$ millions en 1986, elle s'est établie à 24,6 \$ millions en 1987, inscrivant une réduction de 3 %. Exprimée en valeur relative, cette dépense représente 0,09 \$ par 100 \$ d'actif moyen comparativement à 0,11 \$ l'an passé.

La récupération de certains prêts provisionnés dont la capacité de remboursement semblait douteuse à l'époque, de même que la diminution des frais et pertes sur prêts ont permis d'abaisser encore davantage la

part relative de ces dépenses. L'amélioration de ce ratio marque un franc succès, surtout si l'on considère l'important développement des portefeuilles de prêts depuis quelques années déjà et la percée des caisses sur des marchés de crédit théoriquement plus risqués.

L'atteinte de cette excellente performance demeure étroitement associée au maintien d'un climat économique favorable, mais aussi à la qualité et au suivi des portefeuilles de prêts.

LES AUTRES REVENUS

Les autres revenus provenant des frais liés à la gestion des comptes d'épargne et de prêts ainsi

que des services financiers divers se sont situés à 0,52 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen, en hausse de 0,01 \$ comparative-ment à l'an passé. Ils ont donc continué de progresser en 1987, parallèlement à la transformation de certaines activités financières ainsi qu'à l'utilisation accrue de l'ensemble des services.

Au chapitre des autres revenus des caisses, des taux de progression élevés ont été réalisés aux revenus provenant des services divers, des frais de gestion et de perception. Le coût des services tend de plus en plus à être supporté par les membres en fonction de l'utilisation qu'ils en font.

LES CRÉANCES DOUTEUSES

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1983	1984	1985	1986	1987
EN MILLIONS DE DOLLARS	85 \$	47 \$	39 \$	25 \$	25 \$
PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN	0,51	0,25	0,19	0,11	0,09

LES AUTRES REVENUS

	1983	1984	1985	1986	1987
EN MILLIONS DE DOLLARS	79 \$	86 \$	105 \$	123 \$	143 \$
PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN	0,47	0,46	0,49	0,51	0,52

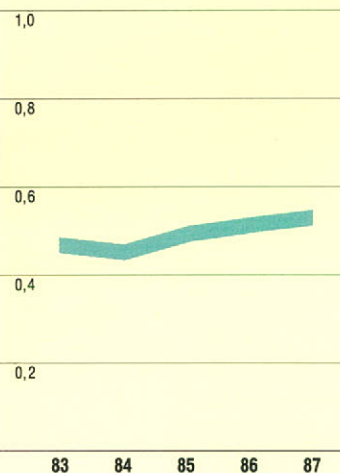
CRÉANCES DOUTEUSES

(Par tranche de 100 \$ d'actif moyen)



AUTRES REVENUS

(Par tranche de 100 \$ d'actif moyen)



LES FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

Les frais autres que d'intérêt, soit les dépenses d'opérations, à l'exception des créances douteuses et de l'impôt, se sont situés à 952,7 \$ millions, en hausse de 110,3 \$ millions ou 13,1 % par rapport à l'année précédente. Comme ils se sont accrûs à un rythme moins rapide que celui de l'actif moyen, les frais autres que d'intérêt se sont établis à 3,46 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen, en baisse de 0,03 \$ par rapport à l'année 1986.

■ Salaires et avantages marginaux

Les frais relatifs aux salaires et avantages marginaux se sont élevés à 569 \$ millions, soit 71 \$ millions ou 14,2 % de plus que ceux de l'année 1986.

Parmi les facteurs auxquels on attribue l'élargissement de la masse salariale, signalons l'accroissement du nombre d'employés, les augmentations annuelles de salaires et des sommes additionnelles consacrées au développement et à la formation des employés.

Le taux de progression des salaires et avantages marginaux s'étant maintenu à un niveau presque identique à celui de la croissance de l'actif moyen, le ratio s'est situé à 2,06 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen, tout comme en 1986.

■ Autres dépenses

Les autres dépenses comprenant les frais d'informatique, local, sécurité, information et autres

ont totalisé 384 \$ millions, soit une hausse de 11,5 % comparativement à l'an passé.

De nombreux investissements affectés au développement technologique ainsi qu'à l'amélioration et l'agrandissement des locaux de plusieurs caisses du réseau expliquent majoritairement l'augmentation des autres dépenses en 1987. Sur une base relative, elles se sont comprimées, passant de 1,43 \$ par tranche de 100 \$ d'actif moyen en 1986 à 1,40 \$ en 1987. Il s'agit en fait du cinquième repli consécutif du ratio des autres dépenses.

LES FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

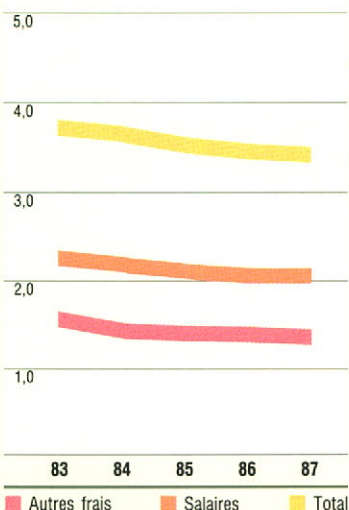
Les caisses populaires et les caisses d'économie Desjardins, les fédérations et la Caisse centrale Desjardins du Québec

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	1983	1984	1985	1986	1987
SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX	372 \$	412 \$	448 \$	498 \$	569 \$
AUTRES FRAIS	256	277	310	344	384
	628	689	758	842	953

(PAR TRANCHE DE 100 \$ D'ACTIF MOYEN)	1983	1984	1985	1986	1987
SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX	2,23 \$	2,19 \$	2,10 \$	2,06 \$	2,06 \$
AUTRES FRAIS	1,53	1,48	1,45	1,43	1,40
	3,76	3,67	3,55	3,49	3,46

FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT

(Par tranche de 100 \$ d'actif moyen)



RAPPORTS FINANCIERS CUMULÉS (NON VÉRIFIÉS)

AU 31 DÉCEMBRE 1987

BILAN CUMULÉ (NON VÉRIFIÉ)

AU 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1987	1986	VARIATION
ACTIF			
ENCAISSE			
NUMÉRAIRE, EFFETS ET DÉPÔTS À LA BANQUE DU CANADA OU AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	575 644 \$	459 351 \$	25,3 %
CHÈQUES ET AUTRES EFFETS EN TRANSIT, VALEUR NETTE	—	193 215	(100,0)
	575 644	652 566	(11,8)
VALEURS MOBILIÈRES (NOTE 4)			
ÉMISES OU GARANTIES PAR LE CANADA	1 409 907	1 004 978	40,3
ÉMISES OU GARANTIES PAR LES PROVINCES ET LES CORPS MUNICIPAUX OU SCOLAIRES	307 549	516 977	(40,5)
AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	1 522 711	2 061 731	(26,1)
	3 240 167	3 583 686	(9,6)
PRÊTS			
PERSONNELS ET COMMERCIAUX	11 208 576	9 183 348	22,1
HYPOTHÉCAIRES	13 785 383	11 565 156	19,2
	24 993 959	20 748 504	20,5
AUTRES			
IMMOBILISATIONS, VALEUR NON AMORTIE	433 370	364 532	18,9
AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF (NOTE 5)	331 360	297 018	11,6
	764 730	661 550	15,6
	29 574 500 \$	25 646 306 \$	15,3 %
PASSIF			
DÉPÔTS			
ÉPARGNE AVEC OPÉRATIONS	4 808 094 \$	4 371 061 \$	10,0 %
ÉPARGNE STABLE	5 133 779	5 268 015	(2,5)
ÉPARGNE À TERME	17 273 658	13 885 306	24,4
	27 215 531	23 524 382	15,7
AUTRES			
CHÈQUES ET AUTRES EFFETS EN TRANSIT, VALEUR NETTE	9 454	—	100,0
AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF (NOTE 6)	856 338	774 111	10,6
	865 792	774 111	11,8
AVOIR			
CAPITAL SOCIAL	322 078	327 334	(1,6)
TROP-PERÇUS AVANT RÉPARTITION (NOTE 2)	175 273	169 205	3,6
RÉSERVE	995 826	851 274	17,0
	1 493 177	1 347 813	10,8
	29 574 500 \$	25 646 306 \$	15,3 %



**RÉSULTATS CUMULÉS
(NON VÉRIFIÉS)**

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1987	1986
REVENUS D'INTÉRÊT		
PRÊTS	2 439 556 \$	2 159 647 \$
ENCAISSE ET PLACEMENTS	295 103	339 336
	2 734 659	2 498 983
FRAIS D'INTÉRÊT	1 643 554	1 528 919
REVENUS NETS D'INTÉRÊT	1 091 105	970 064
CRÉANCES DOUTEUSES	24 607	25 369
REVENUS NETS D'INTÉRÊT APRÈS CRÉANCES DOUTEUSES	1 066 498	944 695
AUTRES REVENUS	143 058	122 785
REVENUS NETS D'INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS	1 209 556	1 067 480
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT		
SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX	569 055	498 184
LOCAUX, MATÉRIEL ET MOBILIER INCLUANT L'AMORTISSEMENT	126 709	109 008
AUTRES FRAIS	256 957	235 211
	952 721	842 403
TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS	256 835	225 077
IMPÔTS SUR LE REVENU (NOTE 7)	47 769	43 316
TROP-PERÇUS AVANT RÉPARTITION (NOTE 2)	209 066 \$	181 761 \$

BILAN CUMULÉ (NON VÉRIFIÉ)

Au 31 DÉCEMBRE 87

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	CAISSES	FÉDÉRATIONS	CAISSE CENTRALE	CUMULÉ	PRORATA
ACTIF					
ENCAISSE					
NUMÉRAIRE, EFFETS ET DÉPÔTS À LA BANQUE DU CANADA					
OU AUTRES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	504 192 \$	23 452 \$	48 000 \$	575 644 \$	1,9 %
DÉPÔTS AUX FÉDÉRATIONS ET À LA CAISSE CENTRALE	2 275 439	15 155	—	—	—
	2 779 631	38 607	48 000	575 644	1,9
VALEURS MOBILIÈRES (NOTE 4)					
ÉMISES OU GARANTIES PAR LE CANADA	2 953	963 894	443 060	1 409 907	4,8
ÉMISES OU GARANTIES PAR LES PROVINCES ET LES CORPS MUNICIPAUX OU SCOLAIRES	7 366	254 337	45 846	307 549	1,0
AUTRES VALEURS MOBILIÈRES	1 445 872	1 574 065	364 345	1 522 711	5,2
	1 456 191	2 792 296	853 251	3 240 167	11,0
PRÊTS					
PERSONNELS ET COMMERCIAUX	9 719 208	2 482 017	1 907 104	11 208 576	37,9
HYPOTHÉCAIRES	13 665 643	192 736	—	13 785 383	46,6
	23 384 851	2 674 753	1 907 104	24 993 959	84,5
AUTRES					
IMMOBILISATIONS, VALEUR NON AMORTIE	390 934	40 539	1 897	433 370	1,5
AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ACTIF (NOTE 5)	252 782	129 746	36 643	331 360	1,1
	643 716	170 285	38 540	764 730	2,6
	28 264 389 \$	5 675 941 \$	2 846 895 \$	29 574 500 \$	100,0 %
PASSIF					
DÉPÔTS					
ÉPARGNE AVEC OPÉRATIONS	4 627 971 \$	2 271 079 \$	182 186 \$	4 808 094 \$	16,3 %
ÉPARGNE STABLE	5 133 779	—	—	5 133 779	17,4
ÉPARGNE À TERME	13 960 057	2 504 082	2 189 892	17 273 658	58,4
	23 721 807	4 775 161	2 372 078	27 215 531	92,1
AUTRES					
CHÈQUES ET AUTRES EFFETS EN TRANSIT, VALEUR NETTE	—	—	13 270	9 454	—
EMPRUNTS	2 365 632	580 591	—	—	—
AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF (NOTE 6)	817 804	79 289	39 146	856 338	2,9
	3 183 436	659 880	52 416	865 792	2,9
AVOIR					
CAPITAL SOCIAL	321 833	112 433	409 403	322 078	1,0
TROP-PERÇUS AVANT RÉPARTITION (NOTE 2)	155 102	27 850	—	175 273	0,6
RÉSERVE	882 211	100 617	12 998	995 826	3,4
	1 359 146	240 900	422 401	1 493 177	5,0
	28 264 389 \$	5 675 941 \$	2 846 895 \$	29 574 500 \$	100,0 %



RÉSULTATS CUMULÉS (NON VÉRIFIÉS)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 87
(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	CAISSES	FÉDÉRATIONS	CAISSE CENTRALE	CUMULÉ
REVENUS D'INTÉRÊTS				
Prêts	2 289 069 \$	195 075 \$	154 241 \$	2 439 556 \$
Encaisse et placements	237 489	243 592	92 650	295 103
	2 526 558	438 667	246 891	2 734 659
FRAIS D'INTÉRÊT	1 546 923	329 165	198 266	1 643 554
REVENUS NETS D'INTÉRÊT	979 635	109 502	48 625	1 091 105
Créances douteuses	22 253	104	2 250	24 607
REVENUS NETS D'INTÉRÊT APRÈS CRÉANCES DOUTEUSES	957 382	109 398	46 375	1 066 498
Autres revenus	128 961	94 555	10 690	143 058
REVENUS NETS D'INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS	1 086 343	203 953	57 065	1 209 556
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT				
Salaires et avantages sociaux	480 967	81 927	6 161	569 055
Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement	99 297	23 654	3 758	126 709
Autres frais	279 626	66 015	2 464	256 957
	859 890	171 596	12 383	952 721
TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS	226 453	32 357	44 682	256 835
IMPÔTS SUR LE REVENU (NOTE 7)	41 006	5 867	8 110	54 983
	185 447	26 490	36 572	201 852
TROP-PERÇUS AVANT RÉMUNÉRATION DU CAPITAL SOCIAL				
Rémunération du capital social (NOTE 8)	—	—	(39 745)	—
Récupération d'impôts y afférant	—	—	7 214	7 214
TROP-PERÇUS AVANT RÉPARTITION (NOTE 2)	185 447 \$	26 490 \$	4 041 \$	209 066 \$

**NOTES AFFÉRENTES
AUX RAPPORTS FINANCIERS
CUMULÉS (NON VÉRIFIÉES)**

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 87

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

1. Caractère non vérifié des rapports financiers cumulés	Le bilan cumulé et les résultats cumulés des caisses, des fédérations et de la Caisse centrale, du Mouvement Desjardins, ont été établis à partir de données non vérifiées. Ces institutions oeuvrant toutes dans le domaine de l'épargne et du crédit, il n'y a pas lieu de présenter d'information sectorielle dans les rapports financiers cumulés.
2. Non-simultanéité des exercices financiers	La différence observée entre les trop-perçus avant répartition du bilan cumulé et celui dont font mention les résultats cumulés est attribuable à la distribution déjà effectuée d'une partie des trop-perçus, en raison de la non-simultanéité des exercices financiers.
3. Énoncé des principales conventions comptables	Rapports financiers cumulés Les rapports financiers cumulés comprennent les données relatives aux caisses, aux fédérations et à la Caisse centrale après élimination des transactions entre elles. De plus, il n'est pas possible de consolider ces rapports financiers puisqu'il n'y a pas de société-mère. Valeurs mobilières Les obligations sont évaluées par les caisses au coût ou au coût non amorti, selon la méthode employée par chaque caisse en particulier; elles sont évaluées par les fédérations, soit au coût non amorti, soit au moindre du coût et de la valeur au marché, selon qu'elles sont utilisées à des fins de placement ou de commerce; elles sont évaluées par la Caisse centrale au coût non amorti. Les autres valeurs mobilières sont comptabilisées au coût par les caisses et les fédérations et au coût non amorti par la Caisse centrale. Toute diminution permanente de la valeur des titres de placements est imputée aux résultats. Prêts Les prêts sont inscrits à leur montant en principal, déduction faite de toute provision pour créances douteuses, le cas échéant. Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. L'intérêt sur les prêts cesse d'être comptabilisé lorsque: a) il y a tout lieu de douter qu'une partie du capital ou de l'intérêt puisse être recouvrée ou: b) l'intérêt est impayé depuis quatre-vingt-dix (90) jours, sauf si le recouvrement du capital et de l'intérêt n'est pas mis en doute par la direction. Les créances douteuses de l'exercice sont imputées entièrement aux résultats. La provision pour créances douteuses est établie par l'analyse des cas spécifiques et complétée par une estimation en fonction de l'expérience passée. Immobilisations Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire ou dégressif, selon le cas. L'amortissement pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 est de 35 390 000 \$ (1986: 29 402 000 \$).



4. Valeurs mobilières

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	MOINS D'UN AN	DE 1 À 3 ANS	DE 3 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	SANS ÉCHÉANCE	TOTAL	
						1987	1986
VALEURS ÉMISES							
OU GARANTIES PAR:							
LE CANADA	1 169 141 \$	190 223 \$	46 725 \$	3 818 \$	— \$	1 409 907 \$	1 004 978 \$
LES PROVINCES ET LES CORPS MUNICIPAUX OU SCOLAIRES, AU CANADA	247 037	43 440	2 924	14 148	—	307 549	516 977
AUTRES VALEURS MOBILIÈRES							
DETTES DES ÉMETTEURS							
CANADIENS:							
INST. BANCAIRES	824 957	2 100	—	—	—	827 057	1 223 964
INST. DU MOUVEMENT	101 401	27 800	3 960	17 565	131 800	282 526	376 604
AUTRES ÉMETTEURS	205 750	25 035	5 944	3 834	28	240 591	301 933
ACTIONS OU PARTS							
SOCIALES DES INST.							
DU MOUVEMENT	—	—	—	—	165 397	165 397	152 125
AUTRES ACTIONS	—	—	—	—	7 140	7 140	7 105
	1 132 108	54 935	9 904	21 399	304 365	1 522 711	2 061 731
TOTAL	2 548 286 \$	288 598 \$	59 553 \$	39 365 \$	304 365 \$	3 240 167 \$	3 583 686 \$

5. Autres éléments de l'actif

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
INTÉRÊTS COURUS	237 639 \$	205 201 \$
AUTRES	93 721	91 817
	331 360 \$	297 018 \$

6. Autres éléments du passif

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986
INTÉRÊTS COURUS	557 533 \$	531 559 \$
AUTRES	298 805	242 552
	856 338 \$	774 111 \$

7. Impôt sur le revenu

Un impôt estimatif a été calculé sur les trop-perçus de l'exercice courant des caisses et des fédérations, sans tenir compte des paiements d'intérêt sur le capital social et des ristournes qui seront statuées par les assemblées générales.

8. Rémunération du capital social

La rémunération du capital social relève de l'assemblée générale pour les caisses et les fédérations et du Conseil d'administration pour la Caisse centrale.

9. Situation comparative

La présentation de l'exercice précédent a été modifiée pour la rendre comparable à celle de l'exercice terminé le 31 décembre 1987.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

AU 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIONS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

VALEURS MOBILIÈRES	CAISSES	FÉDÉRATIONS	CAISSE CENTRALE	CUMULÉ* 1987	PRORATA 1987	CUMULÉ* 1986	PRORATA 1986
BONS DU TRÉSOR							
CANADA	—	\$ 713,0	\$ 369,6	\$ 1 082,6	33,4 %	\$ 787,2	21,9 %
QUÉBEC	—	99,1	28,5	127,6	4,0	267,9	7,5
SOUS-TOTAL	—	812,1	398,1	1 210,2	37,4	1 055,1	29,4
OBLIGATIONS							
CANADA	3,0	250,8	73,5	327,3	10,1	217,8	6,1
QUÉBEC	3,3	58,8	—	62,1	1,9	71,6	2,0
HYDRO-QUÉBEC	2,5	24,7	—	27,2	0,9	43,8	1,2
MUNICIPALITÉS	1,1	6,9	0,3	8,3	0,3	29,5	0,8
COMMISSIONS SCOLAIRES	—	2,3	5,0	7,3	0,2	6,1	0,2
COLLÈGES, HÔPITAUX ET FABRIQUES	0,4	1,2	—	1,6	—	6,4	0,2
SOCIÉTÉS PRIVÉES	—	1,4	1,4	2,8	0,1	14,0	0,4
SOUS-TOTAL	10,3	346,1	80,2	436,6	13,5	389,2	10,9
AUTRES PLACEMENTS							
ACCEPTATIONS BANCAIRES	—	427,0	44,9	471,9	14,6	677,0	18,9
EFFETS BANCAIRES ESCOMPTÉS	—	69,1	—	69,1	2,1	185,8	5,2
DÉPÔTS ET BILLETS BANCAIRES	—	74,6	211,4	286,0	8,8	361,2	10,1
DÉPÔTS ET BILLETS AUTRES	—	232,9	91,5	324,4	10,0	379,6	10,6
DÉPÔTS ET AUTRES VALEURS MCPED	1 324,6	257,9	26,9	269,4*	8,3	376,6*	10,5
ACTIONS ET PARTS SOCIALES	121,3	572,6	0,2	172,5*	5,3	159,2*	4,4
SOUS-TOTAL	1 445,9	1 634,1	374,9	1 593,3	49,1	2 139,4	59,7
TOTAL	1 456,2	\$ 2 792,3	\$ 853,2	\$ 3 240,1	100,0 %	\$ 3 583,7	100,0 %

* Les soldes marqués d'un astérisque dans la colonne «cumulé» ont fait l'objet de régularisations afin d'éliminer les transactions entre les caisses, les fédérations et la Caisse centrale Desjardins du Québec.



STATISTIQUES DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (NON VÉRIFIÉES)

BILAN CUMULÉ (NON VÉRIFIÉ)

Au 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

Les caisses populaires
et les caisses d'économie Desjardins,
les fédérations et la Caisse centrale
Desjardins du Québec

	1987	1986	1985	1984	1983
ACTIF					
ENCAISSE	575 644 \$	652 566 \$	617 793 \$	549 184 \$	596 093 \$
VALEURS MOBILIÈRES	3 240 167	3 583 686	3 504 425	3 175 624	3 199 055
PRÊTS					
PRÊTS PERSONNELS ET COMMERCIAUX	11 208 576	9 183 348	7 617 419	6 360 482	5 127 342
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES	13 785 383	11 565 156	10 163 062	9 185 861	8 139 085
TOTAL DES PRÊTS	24 993 959	20 748 504	17 780 481	15 546 343	13 266 427
AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF	764 730	661 550	629 492	605 656	596 709
	29 574 500 \$	25 646 306 \$	22 532 191 \$	19 876 807 \$	17 658 284 \$
PASSIF ET AVOIR					
Dépôts					
ÉPARGNE AVEC OPÉRATIONS	4 808 094 \$	4 371 061 \$	4 221 235 \$	3 657 164 \$	3 753 270 \$
ÉPARGNE STABLE	5 133 779	5 268 015	5 126 934	4 940 999	5 013 080
ÉPARGNE À TERME	17 273 658	13 885 306	11 299 187	9 606 180	7 412 430
TOTAL DES ÉPARGNES	27 215 531	23 524 382	20 647 356	18 204 343	16 178 780
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF	865 792	774 111	669 767	625 325	507 099
AVOIR	1 493 177	1 347 813	1 215 068	1 047 139	972 405
	29 574 500 \$	25 646 306 \$	22 532 191 \$	19 876 807 \$	17 658 284 \$

RÉSULTATS CUMULÉS (NON VÉRIFIÉS)

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	1987	1986	1985	1984	1983
REVENUS D'INTÉRÊT					
PRÊTS	2 439 556 \$	2 159 647 \$	2 015 916 \$	1 781 724 \$	1 592 183 \$
ENCAISSE ET PLACEMENTS	295 103	339 336	349 362	345 907	357 758
	2 734 659	2 498 983	2 365 278	2 127 631	1 949 941
FRAIS D'INTÉRÊT	1 643 554	1 528 919	1 417 430	1 298 735	1 124 053
REVENUS NETS D'INTÉRÊTS	1 091 105	970 064	947 848	828 896	825 888
CRÉANCES DOUTEUSES	24 607	25 369	39 460	46 538	85 085
REVENUS NETS D'INTÉRÊT APRÈS CRÉANCES DOUTEUSES	1 066 498	944 695	908 388	782 358	740 803
AUTRES REVENUS	143 058	122 785	105 347	85 901	78 775
REVENUS NETS D'INTÉRÊT ET AUTRES REVENUS	1 209 556	1 067 480	1 013 735	868 259	819 578
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊT					
SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX	569 055	498 184	448 635	411 575	372 404
AUTRES DÉPENSES	383 666	344 219	309 789	277 265	255 998
	952 721	842 403	758 424	688 840	628 402
TROP-PERÇUS AVANT IMPÔTS	256 835 \$	225 077 \$	255 311 \$	179 419 \$	191 176 \$

NOTE: Certains chiffres des exercices précédents ont été reclassifiés pour se conformer à la présentation de l'exercice terminé le 31 décembre 1987.

